

# HORS LA VIE



UN FILM DE MAROUN BAGDADI

Dossier  
pédagogique

**ÉCRAN LARGE**  
SUR TABLEAU NOIR

Centre culturel  
LES GRIGNOUX

## Sommaire

- **Le Liban, hier et aujourd'hui :**  
l'histoire du Moyen-Orient,  
de l'expansion arabe à la décolonisation  
le conflit libanais, genèse d'une guerre  
civile
- **les médias et la guerre :**  
information et objectivité  
le règne de l'image  
la presse et la guerre du Viêt-nam  
la guerre du Golfe et l'information en  
direct

Un dossier pédagogique réalisé par  
le Centre Culturel des Grignoux

Michel Condé  
Vinciane Fonck



# HORS LA VIE

un film de Maroun Bagdadi

avec l'aide de la Région Wallonne  
et de la Communauté française de Belgique



*Ministère  
de la Communauté  
française*

D / 1992 / 6039 / 02

# Table des matières

PRÉSENTATION .....	5
Première partie : L'HISTOIRE DU LIBAN ET DU MOYEN-ORIENT .....	7
I. Le Moyen-Orient de l'Antiquité à nos jours .....	11
A. L'Empire romain et le grand Schisme .....	11
B. L'expansion arabe .....	13
C. Sunnites, chi'ites et Druzes .....	15
D. L'Empire ottoman .....	18
E. De la fin de l'Empire ottoman à l'indépendance .....	21
F. Le Proche-Orient aujourd'hui .....	23
II. Le conflit libanais .....	26
A. L'Etat libanais .....	26
B. L'Etat libanais face aux interventions extérieures .....	27
1. L'« Etat » palestinien .....	27
2. Le jeu politique et militaire de la Syrie .....	28
3. Les interventions israéliennes .....	29
4. L'exportation de la révolution iranienne .....	31
C. La logique de la guerre civile .....	32
1. L'éclatement communautaire .....	32
2. La guerre des milices .....	33
3. Le renversement des alliances .....	35
4. Une guerre rentable .....	37
D. La fin de la guerre .....	38
E. En résumé .....	40
Les prises d'otages au Liban .....	42
Quelques suggestions pédagogiques .....	44
Deuxième partie : GUERRES ET MÉDIAS .....	47
Introduction .....	49
I. Information et individu .....	51
II. Information et société .....	53
A. La recherche du spectaculaire .....	55
B. Une information événementielle .....	55
C. Une information nivelée .....	56
D. Une information à l'état brut .....	56
III. Guerre et information .....	57
A. L'étrangeté de la guerre .....	57

1. La censure .....	57
2. La propagande .....	58
B. L'image : de la vérité au mensonge.....	61
C. Un exemple : La guerre du Vietnam .....	65
Le contexte historique.....	65
Le rôle des médias .....	65
D. Un autre exemple La guerre du Golfe.....	67
Rappels des faits.....	67
Le rôle des médias : le mythe de la guerre en direct .....	68
Le « zéro image » .....	69
Le « tout image » .....	71
Conclusion : l'idéologie du direct ou la réduction du paradoxe.....	77

# PRÉSENTATION

*Hors la vie* réalisé par le cinéaste Maroun Bagdadi raconte l'histoire d'un journaliste français enlevé au Liban pendant la guerre civile et détenu pendant de longs mois dans des conditions très pénibles avant d'être finalement libéré sans savoir ni pourquoi ni par qui il a été ainsi séquestré.

Ce dossier souhaite prolonger la vision du film de Bagdadi en apportant des informations complémentaires sur deux grands thèmes : la guerre civile libanaise et le rôle des journalistes et de la presse en général dans les conflits armés.

La première partie de ce dossier retrace d'abord les grandes lignes de l'histoire du Moyen-Orient et du Liban, histoire qui est rarement évoquée dans la presse et les mass-média mais qui est pourtant essentielle pour comprendre les évolutions récentes de cette partie du monde. On essayera ensuite d'expliquer la genèse du conflit libanais et de dégager les facteurs politiques et sociaux qui permettent de comprendre pourquoi cette guerre civile a éclaté et duré si longtemps : cette analyse, loin de ne valoir que pour ce conflit libanais, devrait éclairer des situations de trouble ou de guerre qui agitent d'autres régions du monde.

Dans sa deuxième partie, le dossier mène une réflexion critique sur le rôle de l'image et des mass-média dans les sociétés modernes. Ces réflexions générales permettront ensuite d'analyser le rôle de la presse dans deux conflits contemporains, la guerre du Viêt-nam et la guerre du Golfe.



**PREMIÈRE PARTIE**  
**L'HISTOIRE DU LIBAN ET**  
**DU MOYEN-ORIENT**

par Michel Condé



Vue de l'extérieur, la guerre qui a ravagé le Liban depuis 1975 est devenue de plus en plus incompréhensible à mesure que les combats faisaient rage et opposaient différentes factions rivales, alliées semble-t-il un jour, ennemies le lendemain. Devant cette guerre cruelle et sans fin, l'opinion occidentale a rapidement évolué entre la pitié pour ce pays martyrisé et un sentiment d'absurdité débouchant sur la lassitude et l'indifférence qui ont notamment accompagné la mainmise de la Syrie sur ce pays en 1991.

Le conflit libanais, aussi monstrueux qu'il ait pu paraître à de nombreux moments, s'explique néanmoins par des facteurs historiques, sociaux et politiques, c'est-à-dire par des raisons qu'il faut bien dire humaines, trop humaines : contrairement à ce qu'on croit ou voudrait croire, les Libanais ne sont pour la plupart ni des fanatiques ni des terroristes, et c'est un ensemble de facteurs extérieurs et intérieurs qui les ont transformés en acteurs parfois volontaires mais le plus souvent involontaires d'une guerre qui pourrait se répéter, sous d'autres formes, en d'autres lieux et en d'autres temps. Dans cette perspective, on essaiera de montrer en quoi ce conflit apparemment lointain nous concerne et comment des pays aussi paisibles que les nôtres pourraient sombrer eux aussi, si on n'y prend garde, dans le même type de logique infernale.

Dans l'analyse du conflit libanais, on essaiera, autant que faire se peut, de ne pas recourir aux explications simplistes, qui sont notamment le fait des différentes factions en présence et qui visent d'abord à transformer l'adversaire en coupable satanique. Parmi ces explications aussi commodes que trompeuses, on relèvera notamment celles qui réduisent le conflit libanais à une guerre de religion entre « minorité » chrétienne et « majorité » musulmane : il faut immédiatement remarquer à ce propos que des combats violents et sans merci ont opposé certaines factions du camp « chrétien » entre elles, comme du camp « musulman » (ainsi les chi'ites du mouvement Amal et ceux du Hezbollah).

Autre explication simpliste, celle qui assimilerait ce conflit à une « lutte de classes » entre exploités et exploités, entre riches chrétiens et pauvres musulmans. Sans entrer dans une longue analyse <sup>1</sup>, on remarquera que, s'il existe entre les communautés confessionnelles du Liban d'évidentes différences économiques (mais pas plus importantes que dans d'autres sociétés du Moyen-Orient ou même d'Europe occidentale), les fractures sociales les plus graves passent en fait à l'intérieur des différents groupes : c'est ainsi que jusqu'à une époque récente, Druzes et chi'ites étaient essentiellement des paysans pauvres soumis à de grands féodaux (eux aussi druzes ou chi'ites) tout-puissants, qui gardent aujourd'hui encore la mainmise sur leur communauté. La communauté maronite (qui regroupe une grande part des chrétiens) présente, quant à elle, un éventail social diversifié où la couche moyenne, notamment des marchands et des commerçants, est surreprésentée.

1. Cfr. Georges Corm, « Pouvoir économique et système communautaire », dans *Géopolitique du conflit libanais*. Paris, La Découverte, 1986, p. 166-183, et Boutros Labaki, « Structurations communautaires. Rapports de force entre minorités et guerres au Liban », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, juillet 1988, n° 151, p. 43-70.

Avant d'essayer d'analyser les causes – en fait récentes – du conflit libanais, on rappellera cependant les grandes lignes de l'histoire du Moyen-Orient, sans doute mal connue de la plupart des élèves de l'enseignement secondaire. Cette région du monde, si souvent réduite à quelques clichés simplistes par les grands médias, mérite évidemment une approche plus nuancée et plus complète.

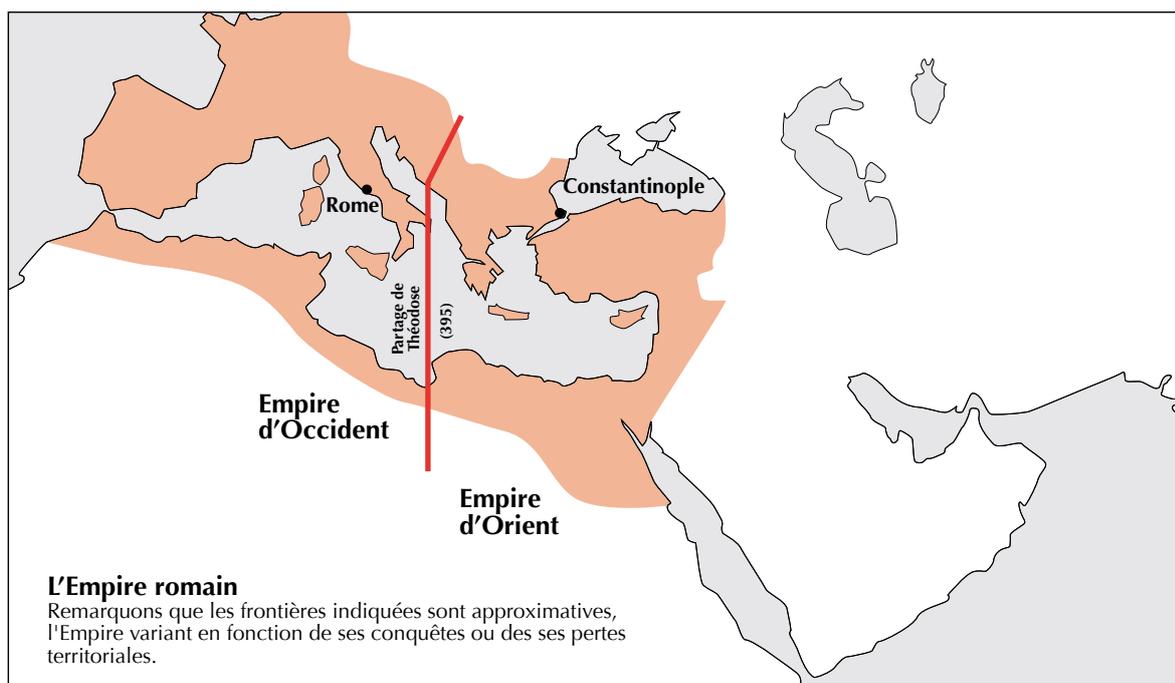
# I. LE MOYEN-ORIENT DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS

## A. L'EMPIRE ROMAIN ET LE GRAND SCHISME

Le Moyen-Orient ou Proche-Orient, qui se situe à la charnière entre les continents africain et asiatique, est une terre d'antiques civilisations dont l'histoire remonte à plusieurs millénaires avant l'ère chrétienne depuis la civilisation sumérienne (qui apporta la première langue écrite connue) jusqu'aux empires babylonien, assyrien, chaldéen et perse, sans oublier les cités phéniciennes, peuplées de marins et de marchands et situées sur la côte du Liban actuel.

Sans négliger l'apport de ces civilisations, on s'attachera cependant d'abord au rôle joué par l'Empire romain qui, au fil des conquêtes, réussit à étendre sa domination sur pratiquement toutes les régions limitrophes de la Méditerranée et donc sur une partie du Proche-Orient : le Liban actuel fut ainsi incorporé en 64 avant Jésus-Christ dans l'Empire.

Celui-ci devait être ensuite **christianisé** par l'empereur Constantin en 313 (après Jésus-Christ), puis divisé en 395 entre les deux fils de l'empereur Théodose en Empires d'Occident et d'Orient. Le premier s'effondra sous les invasions barbares en 476,



tandis que le second ne disparut définitivement qu'en 1453 avec la chute de sa capitale Constantinople enlevée par les Turcs ottomans et dénommée depuis lors Istanbul.

On rappellera cependant que la christianisation de l'Empire romain fut accompagnée de multiples **crises religieuses** d'où sont nées (à partir du 5<sup>e</sup> siècle) des Eglises chrétiennes « minoritaires » (comme les Eglises copte en Egypte, syrienne ou arménienne) aujourd'hui encore vivantes, et dont la plus importante aboutit au grand schisme de 1054 entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises orthodoxes d'Orient<sup>2</sup>.

Dans plusieurs pays arabes du Moyen-Orient et notamment au Liban, il existe toujours des communautés **grecques-orthodoxes**, (dépendantes du Patriarcat d'Antioche dont le siège se situe par un caprice de l'histoire à Damas) qui sont cependant de langue et de culture arabes : ces communautés lointainement hellènes (d'où leur nom) ont été arabisées, comme on le verra plus loin, à partir du 7<sup>e</sup> siècle, tout en conservant leur religion<sup>3</sup>. Au Liban, les Grecs-orthodoxes sont aujourd'hui sans doute près de 250 000, urbanisés de longue date à Beyrouth et à Tripoli, et très présents dans les milieux d'affaires et les professions libérales.

Dans l'histoire mouvante et complexe de la Chrétienté au Moyen-Orient, il faut également signaler le destin à la fois marginal et exceptionnel des **Maronites** du Liban. Il s'agit d'une communauté rurale qui s'est établie dans la montagne libanaise – avec les Druzes dont on reparlera –, dans une région peu accessible qui a permis à ces minorités, sinon de toujours résister aux envahisseurs, du moins de préserver leurs particularismes religieux et culturels. Née d'après la tradition au 5<sup>e</sup> siècle, la communauté maronite fut coupée, par les invasions musulmanes, du reste de l'Eglise chrétienne et ne put prendre part de ce fait aux querelles qui allaient conduire au grand schisme. Se développant en vase clos, elle s'est toujours considérée comme en parfaite conformité avec l'Eglise de Rome<sup>4</sup>. Comme les autres communautés libanaises, les Maronites furent cependant arabisés du point de vue linguistique et culturel.

La communauté maronite, une des plus importantes du Liban (entre 600 000 et 700 000 membres au début des années 70), était à l'origine essentiellement paysanne, et elle sut mettre remarquablement en valeur la montagne semi-aride du Nord-Liban où elle trouvait son berceau territorial. Ce n'est qu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle que les Maronites ont commencé à s'urbaniser; en même temps, beaucoup d'entre eux émigrèrent

- 
2. Ce schisme risque fort d'être négligé aujourd'hui. Rappelons cependant que la quatrième croisade (menée par des princes catholiques) aboutit en 1204 à la prise et à la mise à sac particulièrement barbare de Constantinople, dont la religion schismatique était sans doute considérée comme aussi détestable que celle des « païens » musulmans. Cet événement est semble-t-il encore vivace dans la mémoire culturelle et religieuse de nombreux Orthodoxes.
  3. On signalera qu'au Moyen-Orient, une scission est intervenue dans la communauté grecque-orthodoxe et qu'une branche s'est ralliée à Rome en 1724. On compterait environ 400 000 « Grecs-Catholiques » dans ces régions, dont près de 200 000 au Liban.
  4. En ces périodes d'œcuménisme, les particularités religieuses sont évidemment facilement passées sous silence. Il faut tout de même remarquer que le rattachement à Rome de l'Eglise maronite (rendu possible par l'arrivée des premiers Croisés au 12<sup>e</sup> siècle) ne s'est pas fait sans réticences ni doutes (et cela jusqu'au 18<sup>e</sup> siècle) sur la « catholicité » de ces Chrétiens d'Orient si longtemps restés à l'écart de Rome.

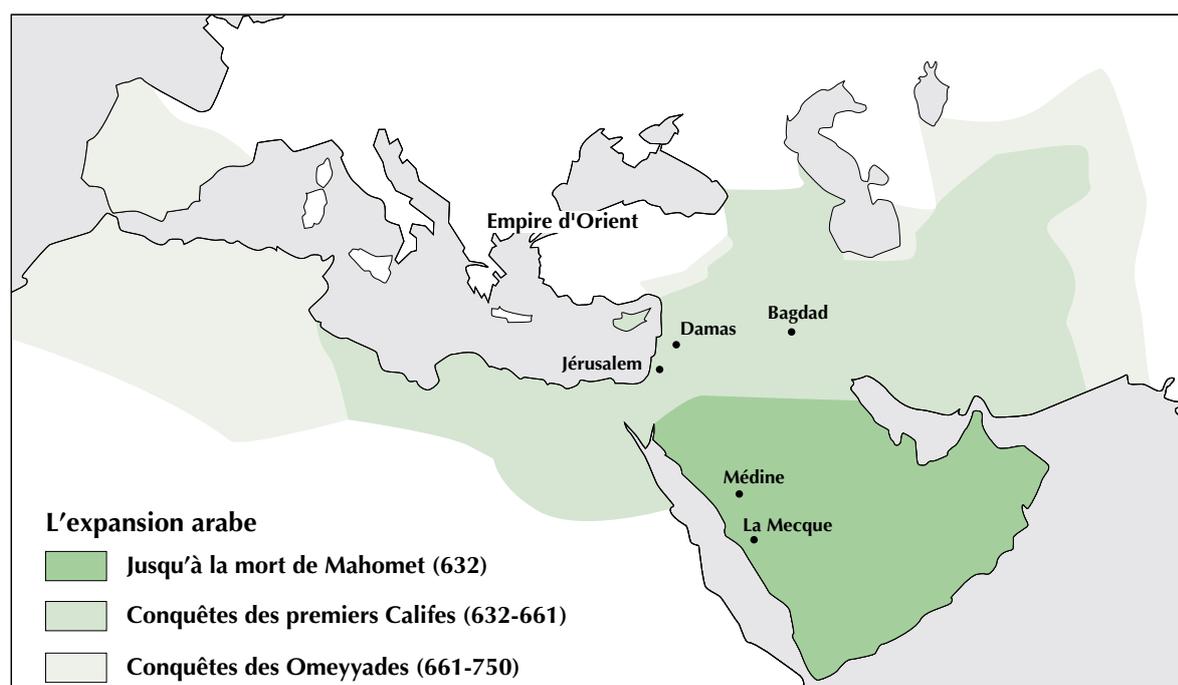
notamment vers les Amériques et enrichirent par leurs envois de fonds les membres de leur communauté restés au Liban.

## B. L'EXPANSION ARABE

Mahomet est essentiellement connu comme un personnage religieux fondateur de l'Islam. Mais ce fut également un homme politique, un législateur et un chef militaire : né à La Mecque vers 570, le prophète se mua en effet en combattant, et il unifia les tribus de la péninsule arabique dans un nouvel Etat musulman.

A sa mort en 632 commença alors l'expansion arabe hors de la péninsule. Les quatre premiers califes, c'est-à-dire les souverains successeurs de Mahomet, qui combinaient pouvoir temporel et spirituel, vont conquérir en un peu moins de trente ans (632-661) la plus grande partie du Moyen-Orient (Jordanie, Irak, Iran, Syrie, Liban, Israël actuels) ainsi que l'Egypte et la région tripolitaine (Lybie actuelle), la plupart de ces régions se trouvant jusque-là sous la domination de l'empire romain d'Orient. La conquête arabe, qui pour les régions du Liban actuel débute en 637, se poursuivra géographiquement bien au-delà et ira, on le sait, jusqu'en Espagne : elle échouera pourtant à prendre Constantinople, l'empire d'Orient se réduisant alors plus ou moins au territoire de la Turquie actuelle et de la Grèce.

Les Arabes, originaires donc de la péninsule du même nom, devenus musulmans depuis Mahomet, vont réunir sous leur domination des populations hétérogènes tant du point de vue culturel que religieux ou linguistique. Peu à peu va naître cependant une **civilisation arabe** unifiée grâce notamment à l'Islam et au Coran qui ne peut être



traduit dans une autre langue. Le centre politique du monde arabe se déplaça d'ailleurs rapidement d'abord vers Damas (en 636) puis vers Bagdad (en 762). Depuis lors, les pays arabes, à savoir essentiellement l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie, l'Égypte, le Soudan, la Lybie, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et bien sûr l'Arabie Saoudite, partagent **la même langue** (avec cependant une grande diversité locale) et la même religion.

Néanmoins, la domination arabe n'impliquait pas la conversion forcée des populations soumises : celles-ci devaient seulement l'impôt. C'est ainsi que dans toutes les régions arabes ont pu subsister, souvent avec des discriminations, des **minorités juives et chrétiennes**.

Par ailleurs, il faut souligner que l'expansion de la religion islamique ne se confond pas avec la domination arabe : l'Islam va se répandre en effet bien au-delà du monde arabe, jusqu'en Extrême-Orient, parmi des populations qui conserveront par ailleurs leur langue et leur mode de vie propres. Parmi ces populations islamiques mais non-arabes, il faut citer au premier chef (en ce qui concerne le Moyen-Orient) les Perses (habitant l'Iran actuel) et les Turcs (mais aussi les Kurdes implantés en Irak, Turquie, Iran et Syrie).



*Texte arabe  
des quatre pre-  
miers versets  
de la deuxième  
sourate du  
Coran*

Enfin, l'expansion de l'Islam s'accompagnera de divisions politiques (qui entraîneront la naissance de différents empires dans les régions conquises par les Arabes) ainsi que de **schismes** religieux dont le principal surviendra dès le 7<sup>e</sup> siècle et opposera les sunnites majoritaires parmi les Arabes et les chi'ites minoritaires (mais majoritaires par exemple chez les Perses opposés à la domination politique des Arabes).

### C. SUNNITES, CHI'ITES ET DRUZES

Prophète religieux mais aussi chef politique, Mahomet n'a pas en effet réglé le problème de sa succession. Dès lors, dissensions et oppositions vont rapidement apparaître après sa mort, chaque groupe proclamant sa fidélité au Prophète. Ainsi, Ali (600-661), cousin et gendre de Mahomet, va devenir – après Abu Bakr, Omar et Osman – le quatrième calife (c'est-à-dire le souverain qui préside aux destins de la communauté musulmane) en se réclamant surtout de ses liens de parenté avec le prophète : il verra se dresser contre lui Mo'aviya du clan des Omeyyades, qui fondait ses prétentions sur une des paroles de Mahomet recommandant de choisir comme guide l'homme le plus digne et le meilleur croyant, c'est-à-dire de faire abstraction des liens du sang. Défait par ruse, Ali perdra le pouvoir et sera finalement assassiné.

La majorité des Musulmans se rallieront au vainqueur et au clan des Omeyyades, et se voudront respectueux de ce qu'ils appellent la « sunna », c'est-à-dire la tradition du Prophète (sans référence donc à une quelconque filiation). En revanche, une minorité proclama sa fidélité à Ali. Ces croyants prirent le nom de chi'at Ali (la secte d'Ali) ou **chi'ites** : pour eux, le calife n'était pas seulement un chef politique (ce qu'il devint de plus en plus chez les sunnites, même si ce n'était pas avoué) mais devait être aussi un **guide spirituel**, dépositaire du savoir ésotérique du Prophète.

Les **chi'ites** ne proposent donc pas une interprétation différente de la révélation islamique (que l'on peut résumer aux « cinq Piliers » repris à la page suivante), mais ils y ajoutent la fidélité aux « Imâms » – Ali étant le premier d'entre eux, c'est-à-dire à une série de successeurs de Mahomet, réputés détenir un savoir ésotérique et reconnus généralement au nombre de douze<sup>5</sup>; ils croient par ailleurs « que la lignée des Imams s'est interrompue au douzième qui a été occulté de sorte que "l'imam caché" reviendra à la fin des temps pour inaugurer le règne de Dieu sur terre »<sup>6</sup>.

Minoritaires parmi les Arabes, les chi'ites pratiquent une religion ésotérique, c'est-à-dire attachée au sens caché des textes, notamment du Coran, et des choses. Un accent propre est donc mis sur la connaissance religieuse, et un respect particulier s'attache aux hommes de religion, détenteurs du savoir, appelés ulémas. Par ailleurs, se sentant souvent menacés à cause de leur position minoritaires, les chi'ites peuvent

5. Certains chi'ites minoritaires ne reconnaissent cependant qu'une lignée de cinq Imams, et d'autres de sept.

6. Paul BALTA (Dossier présenté et établi par), *L'Islam dans le monde*. Paris, La Découverte / Le Monde, 1986.

avoir recours à la *taqqiya* ou dissimulation de pensée, qui les autorise à cacher leur foi authentique s'ils sont en danger d'être persécutés.

Il existe au Liban une **importante communauté chi'ite** qui fut longtemps minoritaire, mais qui est aujourd'hui la première communauté religieuse du pays en raison de sa natalité élevée : cette prédominance des chi'ites dont le nombre est évalué à environ 600 000 personnes, n'est pas encore reconnue au point de vue politique (du moins institutionnellement) puisque la Constitution accorde les premiers postes, celui de chef de l'Etat et de premier ministre, respectivement à un maronite et à un sunnite.

Historiquement, les chi'ites libanais étaient essentiellement des paysans fort pauvres, soumis à quelques grandes familles féodales et confinés dans les régions de plaines arides (la montagne libanaise étant occupée par les Druzes et les maronites). Depuis les années soixante et surtout la guerre civile, il y a une forte émigration urbaine dans cette communauté, principalement vers Beyrouth. Dans leur ensemble, les chi'ites ont un niveau de vie inférieur au reste de la population libanaise et sont faiblement scolarisés.

## LES CINQ « PILIERS » DE L'ISLAM

L'Islam impose cinq obligations à tout musulman :

- la **profession de foi** (*chahada* ou témoignage) qui est aussi l'acte de conversion : « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mohamed est l'envoyé de Dieu », c'est-à-dire d'Allah;
- la **prière** (*çalat*) : précédée des ablutions rituelles de purification, elle doit être dite à cinq moments de la journée (aube, midi, après-midi, coucher du soleil, soir). Acte de louange, d'adoration et de fidélité à Dieu, elle doit être faite en direction de La Mecque par le musulman qui est tour à tour debout, incliné, prosterné. Prier en commun est toujours recommandé et prescrit le vendredi, jour du Seigneur, à la mosquée (*masjid*);
- le **jeûne** (*çawn*) est obligatoire pour tout musulman pubère pendant le mois de Ramadan. De l'aube au coucher du soleil il est interdit au croyant de manger, de boire, d'avoir des relations sexuelles, de fumer;
- le **pèlerinage** (*hajj* ou *hadj*) : le musulman qui en a la force et les moyens doit, au moins une fois dans sa vie, se rendre à La Mecque du 7 au 13 du mois Dhû al hijja, le dernier de l'année hégirienne. Il porte alors le costume de sacralisation (*ibrâm*) composé de deux pièces d'étoffe blanche ne comportant aucune couture de façon à abolir les différences de races et de rang social;
- l'**aumône** (*zakât* ou *çadaqa*) : c'est un impôt religieux prélevé sur les riches pour être réparti entre les pauvres.

D'après Paul BALTA (Dossier présenté et établi par),  
*L'Islam dans le monde*. Paris, La Découverte / Le Monde, 1986.

Face aux chi'ites, les **sunnites** regroupent, comme on l'a dit, la majorité des musulmans notamment arabes, et incarnent « l'orthodoxie » islamique qui a pu se montrer plus ou moins répressive vis-à-vis des minoritaires chi'ites selon les époques. Au Liban, les sunnites, qu'on évalue à 400 000 personnes, sont urbanisés de très longue date, mais jusqu'à la guerre civile, ils n'occupaient pas de « territoire » nettement délimité et se retrouvaient essentiellement dans les différentes villes côtières mais aussi dans de nombreux centres secondaires. Cette communauté regroupe surtout des artisans et des petits commerçants mais compte également quelques familles de grands propriétaires fonciers.

Enfin, il faut signaler l'existence au Liban d'une communauté religieuse singulière, les **Druzes**. Il s'agit à l'origine d'une secte issue d'un mouvement minoritaire du chi'isme (qui lui aussi s'est divisé), celui des ismaélites. La religion druze est née au Caire (en Egypte) au 11<sup>e</sup> siècle. Mais la secte fut rapidement persécutée par les sunnites. Avant de disparaître progressivement en Egypte, elle eut cependant le temps d'essaimer en Syrie et au Liban où les Druzes formèrent une communauté particulièrement fermée et hermétique puisque, depuis le milieu du 11<sup>e</sup> siècle, elle n'accepte plus aucune conversion. En butte à de multiples répressions (notamment du pouvoir ottoman dont on va reparler), les Druzes parvinrent toujours à survivre et à préserver une relative indépendance.

Leur religion se signale par son aspect particulièrement ésotérique : c'est ainsi que la communauté refuse toujours aujourd'hui de divulguer ses textes religieux sacrés. Ce savoir religieux est d'ailleurs réservé, parmi les Druzes, à ceux qui sont initiés et qui « se distinguent par une stricte discipline morale »<sup>7</sup>, tandis que le reste de la communauté se contente d'observer un code moral élémentaire. En outre, les Druzes, de manière plus radicale encore que les chi'ites, se sentent autorisés à pratiquer la dissimulation de pensée et



7. Paul BALTA, *Op. cit.*, p. 174

à ne pas avouer leur foi véritable, ce qui s'explique aisément par leur position très minoritaire.

L'ésotérisme de la religion druze, à laquelle se mêlent des éléments très singuliers comme la croyance en la métempsycose, explique que certains hésitent même à considérer les Druzes comme des musulmans<sup>8</sup>.

Pendant longtemps, la communauté druze a été dominée par quelques familles de grands féodaux. Réfugiée dans la région du Mont-Liban, elle va vivre en symbiose avec les maronites que les féodaux druzes ont cherché à attirer à cause de leur savoir-faire de cultivateurs : « c'est la paysannerie maronite en pleine expansion démographique au XVII<sup>e</sup> siècle qui assurera la prospérité économique [du Mont-Liban] par le défrichement et le terrassement de ces montagnes semi-arides »<sup>9</sup>.

Aujourd'hui encore, les Druzes forment une communauté faiblement urbanisée, à l'écart des grands mouvements de modernisation économique, et numériquement peu importante (plus ou moins 130 000 personnes). Ce faible poids démographique contraste cependant avec l'importance politique que ses dirigeants actuels (essentiellement Kamal et son fils Walid Joumblatt) ont réussi à donner à cette communauté.

#### D. L'EMPIRE OTTOMAN

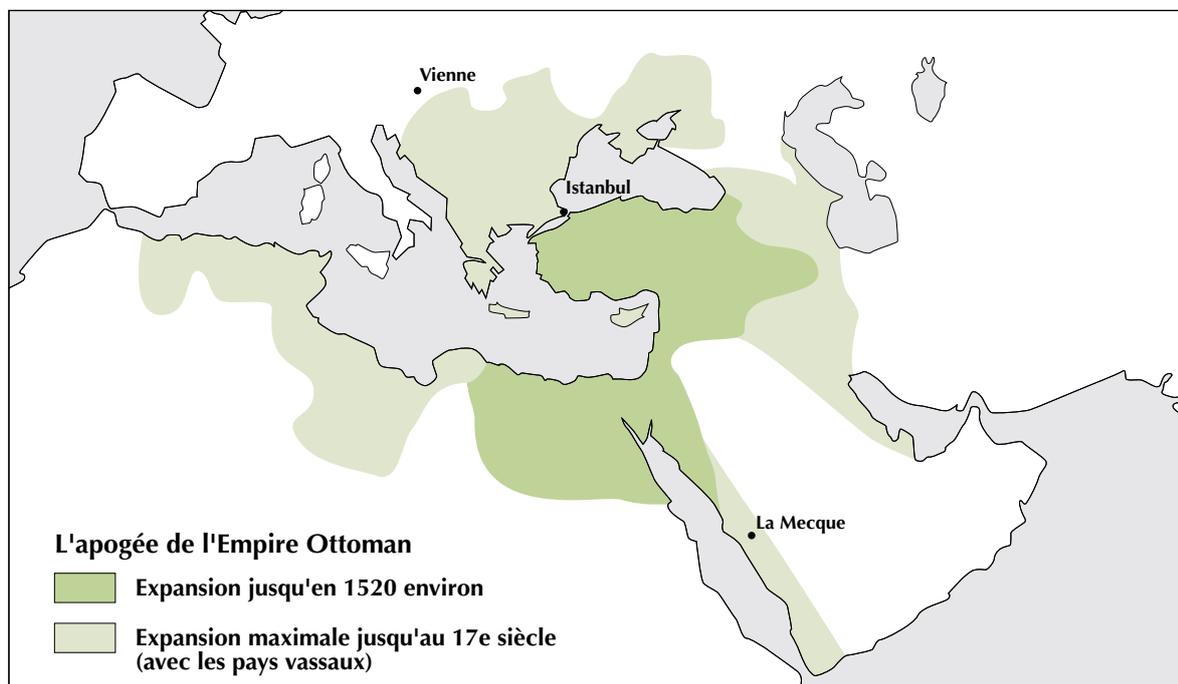
Conquise par les Arabes, les régions libanaises passeront successivement sous la domination des Francs qui, à l'occasion des croisades, fonderont au Proche-Orient des royaumes plus ou moins éphémères (1098-1289), puis sous celle des Mamelouks, sultans d'Égypte qui chassèrent les Francs de la région et étendirent leur domination sur toute la Méditerranée orientale aux 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> siècles : leur pouvoir s'exerça au Liban jusqu'en 1516. Ils seront alors défaits par l'Empire ottoman en pleine expansion.

Les Turcs, populations originaires d'Asie centrale, islamisées mais non-arabes (ce qui signifie, entre autres choses, qu'ils ne parlent pas l'arabe mais le turc), s'affirmèrent à partir du 11<sup>e</sup> siècle du point de vue politique et militaire et fondèrent différents empires plus ou moins durables au Moyen-Orient. Le plus important d'entre eux, l'Empire ottoman, étendit sa domination, à partir du 14<sup>e</sup> siècle, sur ce qui restait de l'Empire romain d'Orient, à savoir essentiellement la Turquie, la Grèce et la Bulgarie actuelles : c'est ainsi qu'en 1453, Constantinople tomba aux mains des Turcs qui la rebaptisèrent Istanbul et en firent la capitale de leur Empire.

Par la suite, la domination ottomane s'étendra en Europe jusqu'aux portes de Vienne mais aussi sur la plupart des pays arabes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (à l'exception de la péninsule arabique). Cet empire ne cessera de s'étendre jusqu'au 17<sup>e</sup> siècle et connaîtra son apogée avec le règne de Süleyman (surnommé Soliman le Magnifique par les Occidentaux) au 16<sup>e</sup> siècle. A partir du 18<sup>e</sup> siècle cependant, il connut

8. Luc-Henri DE BAR, *Les communautés confessionnelles au Liban*. Paris, Editions Recherche sur les Civilisations, 1983, p. 125.

9. Georges CORM, *Géopolitique du conflit libanais*. Paris, La Découverte, 1986, p. 123.

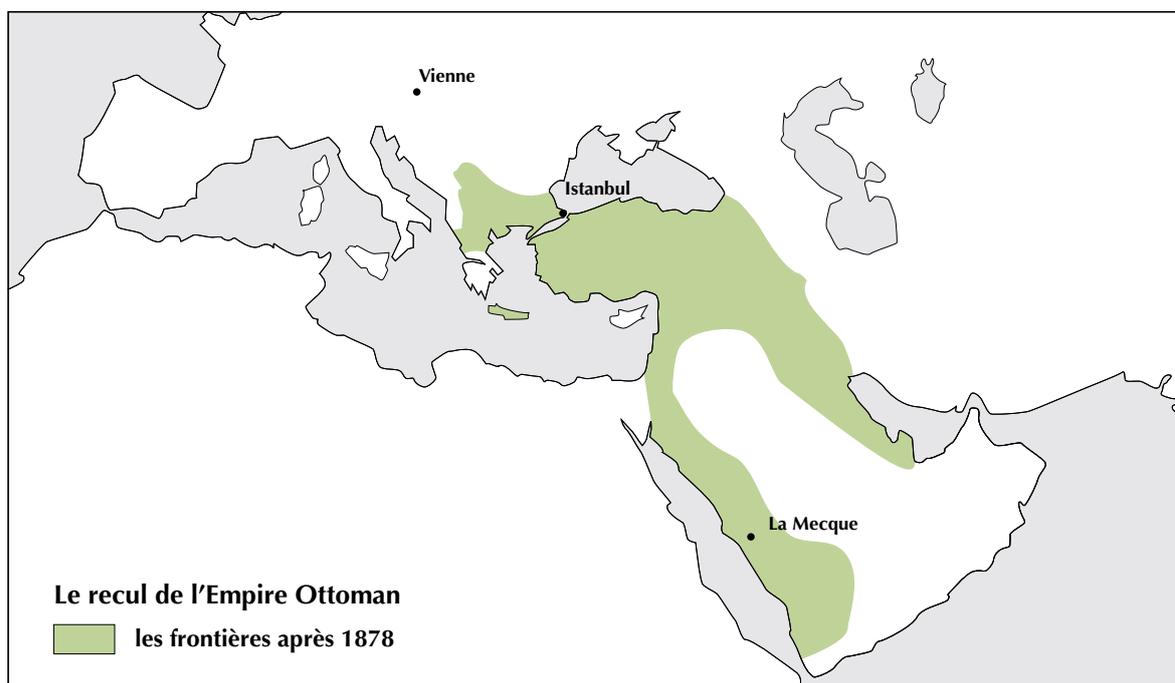


de multiples échecs militaires ou politiques face aux Russes et aux Autrichiens, puis à divers mouvements nationalistes dans les pays arabes, en particulier en Egypte. En outre, au 19<sup>e</sup> siècle, il dut faire face aux interventions de plus en plus pressantes des grandes puissances occidentales, France et Grande-Bretagne, en pleine expansion colonial<sup>10</sup>. Ces pays vont finalement décider du sort de l'Empire ottoman car, celui-ci s'étant allié lors de la première guerre mondiale à l'Allemagne, les vainqueurs vont le démembrer en 1920 en le privant de ses territoires européens mais aussi de toutes ses provinces arabes dont le Liban qui sera alors placé sous mandat français. L'Empire ottoman cède à ce moment la place à la Turquie moderne.

Il faut ici souligner certaines caractéristiques sociales et politiques de l'Empire ottoman : il s'agissait d'un empire **multi-national** mêlant Turcs, Arabes, Slaves, Kurdes... (c'est-à-dire des populations hétérogènes d'un point de vue ethnique, culturel et surtout linguistique) et **pluri-confessionnel** puisqu'on y retrouvait, à côté des musulmans, des juifs et des chrétiens catholiques ou orthodoxes. A ce propos, on remarquera que, un peu paradoxalement, les Ottomans, qui se sont faits les défenseurs de l'orthodoxie sunnite, ont pourchassé le chi'isme ainsi que les sectes minoritaires de l'Islam comme les Druzes, les Alaouites ou les Ismaéliens, mais ont recouru à des jurisprudences libérales à l'égard des juifs et des chrétiens dont le statut était protégé (bien que minorisé) et qu'on n'a donc jamais cherché à convertir par la force.

Il faut rappeler qu'à la même époque, c'est-à-dire de la fin du Moyen Age jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, tous les grands pays européens ont recouru aux violences les plus sanglantes

10. C'est ainsi par exemple que la France s'empara en 1830 de l'Algérie qui était jusque-là sous la domination turque, et en fit une de ses colonies.



pour **homogénéiser** religieusement, culturellement et politiquement leurs populations. Ainsi, l'Espagne expulse à la fin du 15<sup>e</sup> siècle les Maures et oblige par la force les juifs à se convertir. Les deux siècles suivants sont marqués par de sanglantes guerres de religion qui embrasent toute l'Europe, qui se terminent le plus souvent par des expulsions de masse et qui obligent les populations à adopter la confession – catholique ou protestante – de leur monarque. Dans le domaine culturel et linguistique, l'homogénéisation ne sera pas moins forcée même si elle fut sans doute moins violente : tout un appareillage juridique permettra notamment au fil des siècles de faire disparaître les langues minoritaires, ravalées au rang de « dialectes » (comme le breton, le basque ou le provençal en France)<sup>11</sup>.

L'Empire ottoman en revanche ne cherchera jamais à imposer une telle homogénéisation aux populations sous sa domination, ce qui explique que la plupart des pays du Moyen-Orient et en particulier le Liban (mais aussi la Syrie, l'Irak, la Palestine) aient été caractérisés jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle par une grande **diversité ethnique, communautaire et religieuse** (que des événements récents dont on reparlera a cependant souvent réduit). Istanbul, Smyrne, Salonique (aujourd'hui en Grèce), Jérusalem, Beyrouth, Bagdad étaient ainsi de grandes villes cosmopolites où se côtoyaient Grecs, Slaves, Arabes (termes désignant une appartenance ethnique et linguistique), juifs, musulmans et chrétiens (termes désignant une appartenance religieuse)<sup>12</sup>.

11. Cette politique des grands Etats européens qui ne conçoivent de nation que là où il y a homogénéité ethnique, religieuse et culturelle, trouvera son aboutissement le plus extrême et le plus horrible dans le régime nazi décidé à éliminer les minorités « raciales », qu'elles soient juives ou tziganes, nuisant à l'« unité » de la nation allemande.

12. On pouvait donc être par exemple arabe et catholique ou bien slave et musulman (comme les Albanais).

Il ne s'agit pas évidemment ici d'idéaliser cet empire qui fut, par moments, féroce à l'égard de certaines de ses communautés, mais seulement de faire comprendre que ces répressions n'avaient pas directement d'origine religieuse ou ethnique mais étaient plutôt d'ordre politique ou social (face par exemple à une révolte due à la pauvreté). En dehors de ces crises sporadiques (qui iront cependant s'amplifiant avec le déclin ottoman et la multiplication des interventions extérieures), l'Empire ottoman n'avait pas l'ambition d'unifier des populations dont il exigeait seulement l'allégeance et le paiement de l'impôt. Pour certains sociologues<sup>13</sup>, le Liban multi-confessionnel, multi-ethnique, accueillant des réfugiés de toute provenance, arméniens, assyriens, kurdes, palestiniens, apparaîtra alors comme l'héritier de cet Empire (qui laissera d'ailleurs la place en Turquie au 20<sup>e</sup> siècle à un Etat farouchement national, sur le mode européen, persécutant féroce ses minorités, kurdes ou arméniennes).

## E. DE LA FIN DE L'EMPIRE OTTOMAN À L'INDÉPENDANCE

Après la défaite de l'Allemagne et de son allié, l'Empire ottoman, les vainqueurs de la première guerre mondiale, à savoir essentiellement la France et l'Angleterre, reçurent le mandat d'administrer les provinces arabes de cet Empire. Le Liban et la Syrie passèrent sous tutelle française, la Jordanie, la Palestine et l'Irak sous tutelle britannique. Dès l'entre-deux-guerres, cette situation suscita de nombreuses résistances, et tous ces pays du Moyen-Orient accédèrent petit à petit à l'indépendance acquise définitivement après la deuxième guerre mondiale qui marqua l'affaiblissement des deux grandes puissances coloniales qu'étaient la France et l'Angleterre : c'est ainsi qu'en 1941, l'indépendance du Liban fut officiellement déclarée, et qu'elle devint effective dès 1943.

Mais cette indépendance avait une double contrepartie : l'unité arabe n'était pas reconnue et cédait la place aux anciennes frontières des provinces ottomanes élevées au rang de pays indépendants comme la Syrie, la Jordanie, l'Irak ou le Liban. Chez les Arabes qui avaient été soumis jusque-là à la domination ottomane puis britannique ou française, les aspirations à l'unité vont, à partir de ce moment, rencontrer les résistances de ces **Etats** nationaux qui étaient sans doute à l'origine relativement artificiels mais qui iront généralement en se consolidant au fil du temps : dans chacun de ces Etats vont en effet se former des élites politiques (et souvent en même temps militaires) qui verront leurs intérêts et leur pouvoir menacés par les différentes tentatives d'unification et qui en définitive s'y opposeront.

Par ailleurs, en 1948 va émerger en Palestine un Etat qui se définira d'abord par l'appartenance ethnique de ses citoyens : **Israël**. Immigreront en effet en Palestine, à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle mais surtout après la seconde guerre mondiale et l'holocauste nazi, des centaines de milliers de juifs venus principalement d'Europe puis des pays arabes. Ces juifs issus de la diaspora (c'est-à-dire de la « dispersion » depuis l'antiquité

13. Georges CORM, *L'Europe et l'Orient*. Paris, La Découverte, 1989.

des différentes communautés juives de par le monde) présentaient évidemment une très grande diversité sociale et culturelle (et même sans doute religieuse) et se sont regroupés en Israël sur la seule base ethnique : la « loi du retour » votée par la Knesset (le parlement israélien) donne en effet le droit à tout juif d'immigrer en Israël, quelle que soit par ailleurs son origine nationale.

Cet afflux massif d'immigrants juifs dès l'entre-deux-guerres provoquera de nombreux heurts avec les populations arabes locales, et la création de l'Etat d'Israël, imposée par la force, ne sera pas reconnue par les pays arabes : il s'ensuivra trois guerres (1948, 1956, 1967) dont Israël sortira chaque fois militairement vainqueur et géographiquement agrandi. Une quatrième guerre, provoquée par l'Egypte et la Syrie en 1973, aura un résultat plus mitigé, puisque, militairement vainqueur, Israël négociera une paix séparée avec l'Egypte (à qui elle restituera le désert du Sinai) mais maintiendra son occupation du Golan syrien.

L'apparition de l'Etat d'Israël provoquera un double flux migratoire. D'une part, les juifs installés depuis des siècles dans les pays arabes vont se sentir menacés dans leurs pays d'origine et vont rejoindre en masse le nouvel Etat (800 000 personnes environ entre 1948 et 1956) : la mosaïque ethnique qui caractérisait jusque-là le Moyen-Orient aura ainsi tendance à s'homogénéiser, les juifs ne constituant plus que de minuscules minorités dans des pays comme la Syrie ou le Liban. Par ailleurs, les différentes guerres israélo-arabes et l'agrandissement qui en a chaque fois résulté pour l'Etat hébreu, entraîneront l'expulsion ou l'exode par vagues successives de centaines de milliers de **Palestiniens** non-juifs (musulmans mais aussi chrétiens) qui vont émigrer dans différents pays arabes, en particulier en Jordanie (où ils sont aujourd'hui environ 1 400 000<sup>14</sup>), en Syrie (260 000) et au Liban (525 000). Réfugiés dans les pays limitrophes d'Israël, les Palestiniens se regrouperont pour leur grande majorité dans des camps théoriquement provisoires mais qui deviendront par la force des choses définitifs (ce qui signifie notamment que tous ces camps sont aujourd'hui construits « en dur »).

Dans ces camps naîtront à la fin des années soixante différents **mouvements armés** décidés à libérer la Palestine de ce qu'ils considèrent comme une occupation étrangère : l'existence de ces mouvements sera une source supplémentaire de conflits entre Israël et ses voisins arabes, mais elle sera également diversement acceptée par les pays hôtes. Sévèrement contrôlée par certains (comme la Syrie), la résistance palestinienne sera violemment réprimée dans d'autres comme la Jordanie (en septembre 1970) dont elle menaçait la stabilité politique; au Liban enfin, la résistance palestinienne va rencontrer un Etat faible et pourra s'implanter militairement, ce qui va provoquer, d'une part, des représailles disproportionnées de la part d'Israël (qui bombarde par exemple indistinctement des villages libanais supposés cacher quelques fedayins) et, d'autre part, des conflits de plus en plus aigus avec une partie des Libanais : cette situation

14. 14. Près de 60% de ces Palestiniens sont naturalisés jordaniens et ne doivent donc pas être considérés comme des réfugiés.



*Une démonstration de parcours du combattant effectuée par des enfants dans un camp palestinien à Beyrouth.*

débouchera finalement en 1975 sur la guerre civile qui opposera dans un premier temps certaines milices libanaises, comme les phalanges réputées chrétiennes mais ne possédant qu'une très faible représentativité à l'intérieur de cette communauté, aux Palestiniens et à leurs alliés libanais des « forces de gauche ».

## F. LE PROCHE-ORIENT AUJOURD'HUI

Il est difficile de résumer en quelques lignes la situation actuelle du Proche-Orient. Outre le conflit israélo-arabe toujours non-résolu et qui comporte de multiples dimensions, souvent complexes (comme les implantations juives dans les territoires occupés par Israël en 1967), il faut signaler le rôle économique du pétrole qui va faire basculer les équilibres politiques et sociaux de cette région.

Le Proche-Orient arabe (ou Machrek) peut être géographiquement divisé en deux grandes zones, d'une part, le « **Croissant fertile** » qui regroupe historiquement l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine, auxquels il faut ajouter l'Égypte à cause de tous les liens sociaux, économiques et culturels qu'entretiennent ces pays entre eux, et d'autre part la **péninsule arabique** (Arabie Saoudite, Yémen, Emirats arabes unis, Koweït, etc.), très peu peuplée et entièrement islamisée.

Il faut savoir que ce « Croissant fertile » dont on a eu l'occasion de souligner la diversité ethnique et religieuse, est depuis le 7<sup>e</sup> siècle le véritable centre politique, social, économique, commercial et culturel de la région. C'est là que s'est véritablement développée pendant plus de dix siècles la civilisation arabe dans les grands centres urbains de Bagdad, Damas, Mossoul, Bassorah, Beyrouth, Alep et bien d'autres. La péninsule arabique, désertique et trop faiblement peuplée, ne pouvait en revanche

connaître un tel développement, et, bien que berceau du Prophète, elle resta surtout peuplée de populations bédouines restées à l'écart des grands mouvements de civilisation puis de modernisation aussi bien économique que sociale ou culturelle, – modernisation à laquelle les pays du Croissant fertile sont précisément confrontés depuis le 19<sup>e</sup> siècle.

Il faut signaler qu'à cette époque (19<sup>e</sup>, début du 20<sup>e</sup> siècle) s'est développé, en particulier en Egypte, un grand mouvement d'**idées réformistes**, la Nahda, que l'on peut décrire succinctement comme un mouvement multiforme de renaissance arabe, promouvant des idées nouvelles et libérales en matière politique, économique, morale et littéraire, et cherchant à moderniser la jurisprudence islamique dans le sens d'une séparation plus grande entre la sphère religieuse et le pouvoir temporel. Ce mouvement intellectuel restera très vivace jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle avant que l'évolution politique et sociale ne mette au pouvoir, comme on va l'expliquer, de nouvelles élites issues notamment des coups d'Etat militaires qui ont secoué dans les années 50 et 60 l'Irak, la Syrie et l'Egypte, et empreintes naturellement d'une idéologie beaucoup plus autoritaire.

Le **pétrole**, facteur indispensable au développement économique de l'Occident, va alors profondément modifier l'équilibre général de la région. L'Arabie Saoudite, devenue l'allié de l'Occident, confiera en effet l'exploitation de ses gisements à des compagnies britanniques puis américaines et en retirera d'énormes bénéfices, compte tenu de sa faible population. Par ailleurs, la dynastie wahabite, qui prendra le pouvoir dans cet immense pays en 1925, va promouvoir une idéologie religieuse particulièrement réactionnaire, rejetant violemment les courants libéraux et les tentatives de modernisation qui se développaient dans les grands centres urbains du Croissant fertile : le wahabisme, loin de représenter l'Islam originel ou classique, est en fait à l'origine une secte marginale et intégriste, née au 18<sup>e</sup> siècle, profondément intolérante et fermée à toute réforme religieuse, culturelle et sociale<sup>15</sup>.

La dynastie saoudienne, qui tire un énorme pouvoir de ses revenus pétroliers, va désormais jouer un rôle international complètement disproportionné dans la région en soutenant, notamment du point de vue financier, les groupes religieux et les tendances politiques les plus réactionnaires.

Au même moment (c'est-à-dire depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle), les pays du Croissant fertile se débattent dans des **difficultés** importantes et sont confrontés à toutes les **tensions sociales** que provoque la modernisation économique (par exemple un exode rural massif ou une démographie mal contrôlée). Ces difficultés multiples entraîneront une instabilité politique, débouchant entre 1950 et 1970 dans la plupart de ces pays sur de multiples coups d'Etat militaires et l'instauration de **régimes autoritaires**.

Ces régimes, qui, à l'origine, se légitimaient en partie par leur hostilité déclarée à l'Etat d'Israël, seront souvent tentés, pour masquer leur difficultés intérieures, par

15. Cfr. Georges CORM, *L'Europe et l'Orient*, p. 174-197.

l'aventure militaire, soit contre Israël comme ce fut le cas pour l'Égypte et la Syrie en 1973, soit contre des voisins qu'ils essayent d'annexer ou d'envahir : c'est ainsi que l'Irak, après avoir déclenché une guerre qui durera huit ans contre l'Iran, tentera de conquérir le Koweït, véritable baril de pétrole, en 1990. C'est ainsi aussi que la Syrie, sous prétexte de mettre fin à la guerre civile libanaise, intervient militairement dans le pays depuis 1976 et en occupe la plus grande partie aujourd'hui.

Enfin, devant l'échec (relatif) de ces régimes qui évoluent par ailleurs en sens divers (plus libéraux en Égypte ou en Jordanie, très autoritaires en Syrie ou en Irak), échec aussi bien dans leur combat contre Israël que dans leurs tentatives d'assurer le développement économique de leur pays, les populations manifestent – quand elles en ont l'occasion – un mécontentement croissant qui s'exprime notamment, depuis une dizaine d'années, dans un « renouveau » de l'Islam, sectaire et intégriste : le modèle iranien joue ici sans doute un rôle (bien que l'Iran soit majoritairement chi'ite, et les Arabes sunnites), mais il ne faut pas non plus négliger l'influence de l'Arabie Saoudite, profondément hostile à toute forme de nationalisme arabe laïque, incarné principalement jusque-là par les pays du « Croissant fertile ».

Dans cette région instable, en proie à de vives tensions, le Liban démocratique, multi-confessionnel et pluri-ethnique, relativement prospère, n'allait pas pouvoir résister, comme on va le voir, à ses difficultés internes mais aussi au jeu politique des puissances régionales qui l'entourent.



*Le camp  
palestinien de  
Nabatieh au  
Liban après un  
raid israélien  
en 1974.*

## II. LE CONFLIT LIBANAIS<sup>16</sup>

### A. L'ETAT LIBANAIS

Quelle est l'origine de cette entité politique qu'est le Liban ?

Historiquement, l'on constate au 16<sup>e</sup> siècle, à l'intérieur de l'Empire ottoman, l'émergence d'une entité centrée autour de la montagne libanaise, habitée principalement par les Druzes et les maronites mais aussi les chi'ites, et dirigée par un émir, c'est-à-dire un gouverneur théoriquement soumis à l'autorité turque mais jouissant d'une grande autonomie administrative. Face à cette montagne aride, profondément rurale et repliée sur elle-même, les villes côtières et notamment Beyrouth sont dirigées par la bureaucratie ottomane et occupées par des populations essentiellement sunnites et commerçantes grâce notamment à l'ouverture maritime.

Après l'effondrement de l'Empire ottoman, qui suit la première guerre mondiale, la France, puissance coloniale qui a le mandat d'administrer la région (où elle intervient depuis le 19<sup>e</sup> siècle), va favoriser la création d'une république libanaise en 1920, non sans hésiter d'abord à la rattacher son voisin la Syrie.

Pays relativement artificiel (mais pas plus que la Syrie ou la Jordanie ou l'Irak) mais ayant une spécificité historique réelle (fondée donc sur la montagne libanaise), le Liban aura une constitution basée sur de subtils équilibres entre les différentes communautés qui la composent. Malgré ses imperfections, ce système politique fonctionnera de façon relativement stable jusqu'à la fin des années soixante, assurant la prospérité et garantissant des libertés (notamment de presse) inconnues dans les pays arabes voisins.

Ce système était cependant fragile, car il supposait que les représentants politiques des différentes communautés acceptent de coopérer les uns avec les autres pour exercer l'autorité politique : si cette coopération s'arrêtait, tout pouvoir central disparaissait en laissant les factions face à face. La guerre civile éclatera lorsque certains membres (bien entendu armés) dans chaque communauté prétendront à la fois représenter et défendre les intérêts (réels ou imaginaires) de leur seule communauté et refuseront de prendre en considération tous les liens politiques mais surtout économiques, sociaux et culturels qui existaient entre l'ensemble des Libanais.

---

16. Toute l'analyse du conflit libanais qui suit est inspirée de l'ouvrage de Georges CORM, *Géopolitique du conflit libanais*. Paris, La Découverte, 1986.

## B. L'ETAT LIBANAIS FACE AUX INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

La guerre civile libanaise n'aurait cependant sans doute pas éclaté sans la conjonction d'une série de facteurs extérieurs.

### 1. L'« Etat » palestinien

Parmi ceux-ci, il faut mettre au premier rang la **présence palestinienne**. Comme on l'a vu, les Palestiniens réfugiés dans les pays arabes vont mettre sur pied à partir de 1967 environ des mouvements de résistance armés destinés à combattre Israël. Ces mouvements qui commenceront par pratiquer un terrorisme spectaculaire (les premiers détournements d'avion), auront un faible impact militaire sur Israël, mais un puissant effet déstabilisateur sur les pays qui les accueillent : la résistance palestinienne, qui éclate en groupuscules gauchistes de plus en plus radicaux, se veut en effet le bras armé d'une révolution mondiale et met en cause les régimes arabes en place qui vont réagir avec plus ou moins d'autorité.

Sévèrement contrôlés en Syrie ou en Irak, violemment réprimés en Jordanie, les Palestiniens trouveront alors refuge au Liban où leur implantation va provoquer des actions de représailles israéliennes, brutales et disproportionnées : c'est ainsi qu'en 1968, toute la flotte aérienne (civile) libanaise est détruite par un raid israélien sur l'aéroport de Beyrouth. Le Liban, qui avait maintenu jusqu'alors sa neutralité, verra son opinion publique se diviser, les uns demandant une armée plus forte pour combattre l'Etat hébreu, les autres souhaitant en revanche la mise au pas des forces militaires palestiniennes. Pourtant à ce moment déjà, la faiblesse de l'Etat libanais est telle qu'il autorise (en 1969) le port d'armes pour les mouvements de résistance palestinienne ainsi que le droit de mener des actions en Israël à partir du sol libanais.

Il faut se rendre compte qu'à partir du début des années 70, les organisations palestiniennes deviennent une **véritable force sociale** sur le territoire libanais,

*Le Liban  
et ses voisins*



disposant d'un armement important, lourd et léger, d'un appareil politique mais aussi policier, mettant sur pied journaux, revues, maisons d'édition, coopératives de production, constituant ainsi une énorme bureaucratie dont les réfugiés palestiniens deviennent la clientèle privilégiée. Cet « Etat » palestinien jouit en fait d'importants **revenus financiers** qui lui sont versés par les pays arabes et notamment les monarchies pétrolières (conformément aux résolutions des sommets de la Ligue arabe). C'est cet énorme afflux financier qui explique que jusqu'en 1982 (date de l'invasion israélienne), la prospérité économique du Liban n'ait pas été gravement compromise malgré les ravages de la guerre.

N'étant soumise à aucun contrôle démocratique, étant par ailleurs divisée entre factions rivales pratiquant la surenchère révolutionnaire, la résistance palestinienne va agir au Liban avec de plus en plus d'arbitraire, confisquant par exemple des biens ou arrêtant des citoyens libanais en toute illégalité. De 1968 à 1974, les incidents vont se multiplier entre les groupes armés palestiniens et une armée libanaise que le pouvoir politique impuissant ne fait cependant intervenir qu'avec hésitation et sans doute maladresse : ces incidents seront cependant généralement aplanis par des négociations entre les Palestiniens et le pays « hôte » (avec la médiation d'autres pays arabes).

Mais, en avril 1975, les phalanges, un minuscule parti constitué en milice armée, qui se veut « contre-révolutionnaire » et défenseur de la « patrie » chrétienne (bien que la majorité des chrétiens ne se reconnaissent pas dans ce parti ultra-minoritaire) mitraillent un bus transportant des Palestiniens parmi lesquels on relève vingt-six morts. C'est le début de la guerre civile, car cet acte de violence barbare n'oppose plus l'armée libanaise et les Palestiniens, mais ces derniers et une milice qui prétend ne représenter qu'une partie de la population libanaise, la communauté chrétienne. Les Palestiniens trouvent alors naturellement des alliés parmi certaines des autres communautés libanaises – en particulier les Druzes et les sunnites – qui y trouvent l'occasion de contester la position (très relativement) dominante de la communauté maronite sur le Liban et notamment sur ses structures étatiques.

## 2. Le jeu politique et militaire de la Syrie

La guerre civile libanaise, révélant la faiblesse de ce petit pays, va susciter les appétits de ses voisins et en particulier de la Syrie qui, depuis son indépendance, a manifesté des prétentions territoriales sur le Liban : la Syrie est en fait intéressée par la position stratégique et notamment l'ouverture maritime que représente le Liban ainsi que par son potentiel économique.

Le jeu de la Syrie au Liban sera, dans cette perspective, à la fois relativement simple et profondément cynique : il consistera essentiellement à **empêcher la victoire décisive** d'un camp sur l'autre, que ce soit les « Palestino-progressistes » ou les chrétiens, car une telle issue permettrait au camp vainqueur d'assurer sa domination sur l'Etat libanais et donc de faire obstacle, à plus ou moins long terme, à l'influence syrienne. La

persistance de la guerre civile va au contraire affaiblir les parties libanaises en présence qui vont d'ailleurs faire appel à la puissance syrienne dont elles espèrent l'alliance et le soutien.

C'est ainsi que, dans un premier temps, la Syrie redoutant une hégémonie des Palestiniens et de leurs alliés libanais « progressistes » entre au Liban dès 1976 et bloque l'avance de cette coalition qui est en train d'enfoncer les forces phalangistes qui ont déclenché la guerre mais qui se révèlent très faibles militairement.

La politique de la Syrie au Liban est néanmoins toujours restée très **prudente** d'une part parce que c'est une guerre coûteuse et difficile à gagner, d'autre part parce que son intervention est contrecarrée par d'autres acteurs internationaux, à savoir principalement Israël et les Etats-Unis. Etant intervenue en 1976 sous le couvert d'une force de paix (la Force Arabe de Dissuasion), la Syrie ne contrôlera d'abord qu'une partie du territoire libanais, rencontrera de nombreuses résistances et subira de graves échecs (en particulier avec l'invasion israélienne de 1982) : ce n'est qu'en 1991, après quinze ans d'une guerre civile qui aura épuisé tous les combattants, qu'elle parviendra finalement à ses fins, à savoir une mise sous tutelle du Liban.

### 3. Les interventions israéliennes

Israël, on l'a vu, est intervenu militairement au Liban dès 1968 en détruisant la flotte aérienne civile libanaise sur l'aéroport de Beyrouth (en représailles d'une attaque terroriste contre un avion d'El Al, la compagnie israélienne d'aviation). Depuis lors, les interventions militaires israéliennes contre son voisin n'ont plus cessé, prenant chaque fois comme prétexte la menace palestinienne.

Il est certain en effet que différents groupes armés palestiniens ont mené à intervalles assez irréguliers des attaques à caractère militaire mais plus souvent terroriste contre Israël à partir du territoire libanais. Les représailles israéliennes contre ces attaques ont cependant toujours pris un caractère **disproportionné**, frappant indistinctement combattants palestiniens mais aussi civils palestiniens et libanais ou encore militaires libanais (théoriquement en dehors de ce contentieux israélo-palestinien).

Outre les bombardements massifs par l'artillerie et surtout l'aviation, Israël a en effet envahi militairement le territoire libanais à deux reprises en 1978 et surtout en 1982. Le résultat principal de ces invasions (pour Israël) a été la création d'une « bande de sécurité » le long de la frontière au sud du Liban, bande de sécurité dont le contrôle est laissé à une milice pro-israélienne, l'« Armée du Liban Sud » du commandement Haddad et aujourd'hui du général Lahad.

Ces invasions ont par ailleurs porté à son paroxysme la guerre civile libanaise, certaines factions et notamment les phalanges essayant à ce moment de profiter de la déstabilisation générale pour renverser les rapports de force et remporter une hypothétique victoire sur leurs adversaires.

En particulier, **l'invasion** commencée le 6 juin 1982, dont le but était théoriquement de repousser les Palestiniens à plus de quarante kilomètres de la frontière du sud-Liban, va prendre rapidement une énorme ampleur et conduire en une semaine les forces israéliennes jusqu'aux portes de Beyrouth. La capitale libanaise sera alors bombardée pendant deux mois afin de déloger les combattants palestiniens. Ceux-ci seront évacués par mer à la fin août suite à une intervention internationale visant à mettre fin à l'invasion israélienne. Ce sera l'occasion d'un des nombreux massacres, particulièrement horribles, qui ont marqué le conflit libanais : laissés sans protection militaire, les camps de Sabra et Chatila seront investis, avec l'assentiment des Israéliens, par des forces « chrétiennes » qui assassineront <sup>17</sup> des centaines de civils palestiniens mais aussi libanais (musulmans).

Le retrait israélien, très progressif, prendra trois ans et ne se terminera officiellement qu'en juin 85. L'invasion, fortement critiquée en Israël même, est un échec militaire au moins partiel, puisque les mouvements de résistance palestinienne se réimplanteront rapidement au Liban dès 1986.

Il est clair néanmoins que les responsables israéliens ne cherchaient pas seulement une victoire militaire mais visaient un double objectif politique : il s'agissait d'une part de discréditer l'O.L.P., la principale organisation palestinienne, et d'éliminer,

17. Ces assassinats ont été accompagnés, comme ce fut souvent le cas au Liban dans ce genre de situations, de violences multiples, tortures, vols, viols, mutilations de cadavres, simulacres d'exécutions, humiliations, exécutions d'enfants en bas âge ou de grands vieillards...

*Un char israélien à Beyrouth. Les destructions israéliennes à Beyrouth en 1982 ont été les plus importantes de tout le conflit libanais.*



physiquement ou politiquement, son chef Yasser Arafat de plus en plus reconnu sur le plan international et devenant un acteur incontournable du règlement des conflits au Moyen-Orient. Sur ce point, on peut également parler d'échec puisque l'O.L.P. a réussi à conserver, malgré les aléas, son prestige international.

D'autre part, face aux pays arabes diversement coalisés selon le moment, Israël a manifestement toujours favorisé un affaiblissement sinon un éclatement du Liban selon le principe politique élémentaire du « diviser pour régner » : c'est ce qui explique notamment son soutien au camp « chrétien » en septembre 82 lors de l'élection, dans un Beyrouth assiégé, de Bechir Gemayel (chef des phalanges) puis de son frère Amin à la tête de l'Etat libanais (ces présidents sans représentativité n'auront évidemment aucune autorité véritable sur le pays).

#### 4. L'exportation de la révolution iranienne

Dernier acteur à intervenir de façon directe et importante<sup>18</sup> au Liban : l'Iran qui, depuis 1979, est secoué par une révolution « islamique » et qui va trouver au Liban la situation idéale pour **exporter ses idées révolutionnaires**. Dès décembre 1979, l'Iran décide en effet d'envoyer au Liban un millier de volontaires pour soutenir les combattants « palestino-progressistes ». Il faudra cependant attendre l'intervention israélienne de 1982 pour que la « révolution islamique » devienne un acteur essentiel du conflit libanais. En effet, l'invasion de 82 a démontré la faiblesse du camp « palestino-progressiste » (qui se proclamait plutôt laïque) face à l'ennemi sioniste, tout en éprouvant très fortement les populations chi'ites du sud du pays, bombardées indistinctement, chassées de leurs villages et contraintes à l'exode en direction principalement de Beyrouth (ou du moins de sa partie ouest, l'est étant devenue une enclave chrétienne).

C'est parmi cette population, à la fois très pauvre et la plus importante numériquement, que va se développer un mouvement islamique radical, le Hezbollah, d'inspiration iranienne, qui va profiter de l'affaiblissement total de l'Etat libanais pour s'implanter militairement et imposer ses mots d'ordre sur les régions qu'elle contrôle. Profondément intolérant, cherchant à établir une république islamique au Liban, porteur d'une idéologie aux antipodes des traditions de tolérance religieuse du Liban, le Hezbollah parachève l'éclatement du pays en réduits confessionnels plus ou moins étanches et hostiles.

La Syrie, qui étend depuis 1990 de façon décisive sa mainmise sur le Liban, mettra ainsi partiellement fin, par la manière forte, à cette partition du Liban. Elle contrecarrera par la même occasion l'influence du Hezbollah qui a renoncé, au moins

18. Autres acteurs qui ont eu un rôle plus ou moins important au Liban : les Etats-Unis qui ont apporté un soutien massif à Israël, l'U.R.S.S. qui, jusqu'à récemment, accordait son aide à la Syrie, la France, ancienne puissance de tutelle essayant de garder une influence au Moyen-Orient, différents pays arabes poursuivant chacun des objectifs différents...

verbalement, à ses prétentions à l'instauration d'une république islamique et qui ne garde plus le contrôle que de quelques enclaves dans la banlieue ouest de Beyrouth et au sud du Liban.

## C. LA LOGIQUE DE LA GUERRE CIVILE

Il peut paraître inconvenant de parler d'une « logique » dans une guerre aussi cruelle et apparemment insensée. Il faut cependant comprendre que les différentes factions en présence ont poursuivi des objectifs qui leur paraissaient raisonnables et légitimes, même si leur action a finalement débouché sur la mise à feu et à sang de l'ensemble du pays, et que les violences les plus aveugles, loin d'être des gestes absurdes et isolés, s'inscrivaient toujours dans une stratégie globale qu'il faut restituer.

### 1. L'éclatement communautaire

La guerre civile, si elle a sans doute marqué tous les Libanais, n'a pourtant été menée que par une fraction souvent minime de la population, à savoir certains partis politiques transformés en **milices armées**. Pourquoi ces partis ont-ils recouru à la force à partir de 1975 ?

On peut supposer qu'il est apparu pour chacun d'eux qu'ils tireraient plus d'avantages d'une guerre civile où ils pourraient assurer leur domination sur au moins une partie du territoire libanais, que d'une participation au jeu politique traditionnel du Liban, qui était fait de concessions et de compromis plus ou moins équilibrés. Ainsi, le parti ultra-minoritaire des phalanges, qui n'avait qu'une très faible représentativité



*Beyrouth,  
1976 : une  
Palestinienne  
face à face avec  
un milicien  
phalangiste.*

dans la communauté chrétienne, va déclencher, comme on l'a vu, les hostilités et se poser comme le seul véritable défenseur de ces chrétiens « noyés » dans la masse des musulmans du Moyen-Orient. De l'autre côté, les formations « progressistes » qui sont en fait des groupes à l'idéologie révolutionnaire, influencés par l'exemple palestinien, vont à leur tour se lancer dans l'action violente pour prendre le pouvoir que la « minorité » chrétienne exerce indûment (disent-ils) sur le Liban. Ainsi, des deux côtés, la guerre apparaît, pour ces groupes minoritaires, comme un moyen de renverser en leur faveur les rapports de force établis, que ce soit dans leur propre camp ou sur l'ensemble de la scène libanaise.

A partir de ce moment, le pouvoir échappe à toute forme de contrôle démocratique (même imparfait) et se conquiert à la pointe du fusil. En même temps cependant, chaque milice, qui prétend représenter seule les intérêts de sa communauté et agir en son nom, va devoir s'implanter, toujours de façon violente, parmi les membres de cette communauté, qui souvent refusent de se laisser embrigader, activement ou passivement, dans un parti qu'ils ne reconnaissent pas.

## 2. La guerre des milices

Les milices vont alors développer une double stratégie.

Il leur faudra d'une part **diviser la population libanaise** sur base de l'appartenance confessionnelle individuelle (alors que jusque-là chrétiens et musulmans vivaient et travaillaient côte-à-côte). Pour cela, elles recourront à la terreur massive, prenant pour cible privilégiée des civils innocents appartenant à une autre communauté : on massacrera des Libanais pris au hasard dans la rue en fonction de leur appartenance confessionnelle malheureusement indiquée sur leur carte d'identité ; ou bien on fera exploser des voitures piégées qui tuent apparemment sans raison des civils innocents, dans le but à la fois de terroriser l'ennemi et de susciter chez lui une haine irrationnelle empêchant toute réconciliation ultérieure ; ou encore on engagera des tireurs isolés qui ne visent pas des militaires adverses mais bien des civils désarmés vivant désormais dans une angoisse permanente ; ou enfin on enlèvera des citoyens libanais qu'on espère utiliser comme monnaie d'échange et qui, par centaines, disparaîtront souvent définitivement dans des geôles innommables où ils seront brimés, torturés, assassinés.

En outre, dans les régions où les populations étaient mélangées, ces milices vont terroriser les membres des communautés « adverses », provoquant des expulsions massives parmi ces populations et homogénéisant par la force les différentes zones libanaises. Elles vont dans le même temps instituer des lignes de démarcation infranchissables entre ces zones, la plus absurde de ces frontières divisant Beyrouth en un secteur est « chrétien » et un secteur ouest « musulman ». Il faut savoir que, malgré les bombardements, les tireurs isolés, les arrestations arbitraires aux postes de franchissement, les Libanais ont été des milliers à traverser quotidiennement cette ligne de démarcation pendant toute la durée de la guerre civile pour aller travailler

ou simplement rencontrer des amis dans la zone « adverse », prouvant par là-même la fausseté des divisions confessionnelles au Liban.

Parmi les nombreux massacres qui ont conduit à la partition confessionnelle du Liban, on citera notamment la destruction (après de violents combats) par les phalangistes des enclaves palestiniennes de Tell el-Zaatar et de Jisr el-Bacha à Beyrouth est en juin et août 76, destruction qui permettra de faire de ce secteur de la capitale libanaise un réduit chrétien homogène; on citera ensuite le « jeudi noir » (30 mai 1975) où, suite au meurtre d'un Palestinien, des groupes armés procèdent à des arrestations et à l'exécution de vingt-quatre passants, chrétiens pour la plupart, puis le « samedi noir » où, en représailles à l'assassinat de quatre phalangistes, près de deux cents musulmans sont pris eux aussi au hasard dans les rues et sauvagement assassinés; on citera encore les atrocités commises par les « Palestino-progressistes » dans de nombreuses localités (Jieh, Damour, Saadiyate) en 1975 et 76, atrocités qui provoqueront l'exode de la population chrétienne, ainsi que les massacres suivis d'expulsions de chrétiens par les Druzes dans les montagnes du Chouf après le retrait israélien en septembre 83.



*Beyrouth  
ouest. Perma-  
nence du parti  
Amal où sont  
logés des réf-  
ugiés chiïtes.*

Opérant contre les membres des confessions « adverses », les milices vont d'autre part faire régner la terreur à **l'intérieur de leur propre communauté** où leur pouvoir est évidemment contesté par beaucoup. C'est ainsi que les libertés publiques vont être singulièrement réduites au Liban par les différentes milices : la presse sera muselée, certains journalistes assassinés, les opposants politiques éliminés, les « tièdes » qualifiés de traîtres et l'ensemble de la population soumise à un contrôle de type policier (bien que totalement illégal) tandis que se multiplieront les arrestations arbitraires et les détentions sans jugement.

Diverses milices et groupements para-militaires se disputeront d'ailleurs le pouvoir à l'intérieur de chaque communauté, et n'hésiteront pas à pratiquer le même genre de politique de terreur contre certains membres de leur propre communauté que contre leurs adversaires d'une autre confession. C'est ainsi que le parti phalangiste n'hésite pas à massacrer en 1978 trente-cinq personnes appartenant au clan Frangié, lui aussi « chrétien » mais concurrent, puis en 1980 plus de deux cents personnes, partisans de l'ex-président Chamoun, encore un « chrétien » mais également un rival politique. Obéissant aux mêmes motifs mais dans le camp opposé, la milice Amal s'est heurtée fréquemment et violemment, depuis 85 environ, au mouvement pro-iranien du Hezbollah, ces deux partis cherchant à assurer leur domination sur la communauté chi'ite.

### 3. Le renversement des alliances

Une fois commencée, la guerre civile (dans laquelle interviennent bien entendu tous les acteurs étrangers que l'on a cités) va entraîner les Libanais malgré eux mais aussi parfois de leur plein gré dans sa logique infernale. Le jeu politique traditionnel se révélant impuissant, chacun, chaque communauté cherchera à défendre ou à promouvoir ses intérêts par les armes sous peine de se voir dominer par la milice adverse. Ces milices vont donc se multiplier, mais leur faiblesse numérique, puisque que toutes les confessions sont en fait minoritaires au Liban, va les obliger à des alliances temporaires. En fonction de l'évolution des rapports de forces, on verra ces alliances se rompre et se recomposer de façon apparemment absurde : en fait, chaque milice craignant autant la domination de l'adversaire que celle de son « allié » empêchera à chaque fois une victoire qui signifierait sa propre disparition.

Ainsi par exemple, c'est le camp « chrétien » qui a demandé avec le plus d'insistance au début de la guerre l'intervention de la Syrie que l'on aurait pu croire l'allié « naturel » des « Palestino-progressistes » dont l'avance sera stoppée par l'armée de Damas. Bien plus tard, lorsque, après quinze ans d'affrontements, la Syrie parviendra à étendre de façon décisive sa mainmise sur le Liban, c'est un général « chrétien », le général Aoun qui se lancera dans un combat d'arrière-garde bien que meurtrier contre la domination syrienne qu'il ne parviendra cependant pas à enrayer.

*Une voiture piégée vient d'exploser faisant de nombreux morts et blessés.*



Il faut d'ailleurs signaler que c'est la Syrie qui a permis au début des années 80 l'implantation des activistes d'origine iranienne du Hezbollah au Liban (une des raisons étant que la Syrie est l'allié obligé de l'Iran contre leur puissant voisin et ennemi commun, l'Irak). Pour la Syrie à qui l'invasion israélienne de 82 venait de faire perdre tous les avantages acquis, c'était sans doute le seul moyen de contrer l'influence occidentale croissante, les Etats-Unis et la France principalement, dont des troupes embrigadées dans une « force multinationale » avaient été débarquées au Liban : après deux attentats-suicides particulièrement meurtriers (58 soldats français tués, 221 américains en octobre 83), cette force multinationale rembarquera sans gloire pour laisser la place à l'armée syrienne, seule capable de contrôler cette mouvance islamique radicale qui multiplie enlèvements d'étrangers et attentats terroristes (comme le détournement spectaculaire d'un avion de la T.W.A. sur l'aéroport de Beyrouth en juin 85).

Mais, l'échiquier libanais s'est déjà recomposé autrement, et l'O.L.P., expulsée par l'intervention israélienne, combattue par les Syriens et les mouvements palestiniens dissidents pro-syriens, va trouver dans le Hezbollah, dont l'idéologie islamique est évidemment à l'opposé de la sienne à l'origine farouchement laïque, un allié paradoxal qui lui permettra de conserver ses bastions dans le nord du Liban (à Tripoli) et dans la plaine de la Bekaa. Ce n'est qu'à partir de 1988 que la Syrie reprendra progressivement le contrôle du Hezbollah cantonné dans quelques poches réduites.

Enfin, la guerre civile avec sa logique d'affrontements communautaires a permis l'émergence de nouveaux acteurs jusque-là peu présents sur la scène libanaise. Alors que les sunnites, héritiers comme on l'a vu de l'administration ottomane, ont dominé politiquement la représentation musulmane jusqu'à la fin des années 70, ce sont les

chi'ites, structurés principalement autour du mouvement Amal, qui s'imposent militairement dans les années 80 en prenant le contrôle du sud du pays et de la banlieue ouest de Beyrouth. Cette milice va en particulier mener une terrible lutte de juin 85 à février 88 pour déloger les Palestiniens des camps de Sabra, Chatila et Bojr el-Barajneh (déjà particulièrement touchés lors de l'invasion israélienne de 82). Elle recevra pour ce faire l'aide de la Syrie, bien décidée, comme on l'a vu à maintes reprises, à défaire la puissance militaire de l'O.L.P.

#### 4. Une guerre rentable

Il reste à expliquer comment la guerre civile libanaise avec son cortège d'horreurs et de destructions a pu durer aussi longtemps, niant par le fait même les prétentions des différentes milices en présence à assurer la sécurité et encore moins la prospérité du pays.

Il faut d'abord savoir que toutes ces milices n'ont pu survivre que grâce à des aides extérieures massives en armes mais aussi en argent : pays arabes le plus souvent concurrents, monarchies pétrolières « islamiques », Syrie, Irak, Israël, Etats-Unis (dont le gouvernement est responsable, selon les révélations du *Washington Post*, de l'attentat le plus meurtrier de la guerre civile, celui dirigé contre le cheik Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah, qui fit deux cent soixante morts), Iran, ont soutenu selon leurs intérêts et les circonstances les différentes milices en présence, chrétiens en conflit les uns avec les autres (phalanges ou Forces libanaises), palestiniens pro- et anti-O.L.P., Druzes, chi'ites d'Amal ou du Hezbollah.

Dès lors, la participation à une milice est devenue une situation rentable sinon un moyen de promotion pour une partie de la jeunesse libanaise. Depuis les années 50 et 60, le pays était en effet marqué par un important exode rural qui amenait aux portes des grandes villes et notamment de Beyrouth des populations pauvres et surtout fragilisées d'un point de vue économique, gonflées en plus de tous les réfugiés palestiniens auxquels elles étaient mêlées : à toutes ces populations, le système politique et social libanais, fondé sur le clientélisme auprès de grandes familles de notables ou de propriétaires fonciers, ne pouvait plus donner de réponses satisfaisantes. C'est ainsi que vont se développer à la fin des années 60, dans ces milieux fragiles et peu encadrés, des idéologies « révolutionnaires » ou « contre-révolutionnaires », et puis que vont y recruter les différentes milices en formation dans les années 70 et 80. Dans chaque communauté, les milices deviendront le moyen pour de nouvelles catégories de s'affirmer politiquement et d'assurer leur promotion sociale : « celui qui par ses liens avec les milices de la guerre avait acquis des revenus confortables, ou tout au moins

acceptables, s'était assuré un métier ou tout au moins un salaire »<sup>19</sup>. Ainsi, ceux qui s'affrontent, loin d'appartenir à des classes sociales opposées, riches et pauvres, accèdent en réalité, grâce à la guerre, à de nouvelles classes moyennes, rivales sans doute mais vivant de la permanence du conflit<sup>20</sup>.

Pour ces miliciens venus le plus souvent d'un milieu rural, la guerre a alors eu pour but réel mais toujours inavoué de mettre la main sur des villes ou des parties de ville (en particulier Beyrouth) et surtout sur les richesses qu'elles pouvaient représenter : « on verra ainsi de part et d'autre les mêmes taxes sur les ports, les aéroports et les voies de communication, les mêmes taxes sur les administrations, comme par exemple les services du cadastre, les mêmes mécanismes d'appropriation des espaces habitables par les miliciens et d'accumulation de capitaux, les mêmes pratiques de "coups" commerciaux ou de spéculation sur la monnaie que réaliseront de véritables complexes militaro-financiers, de part et d'autre de la ligne de démarcation, enfin, les mêmes participations aux trafics de drogue »<sup>21</sup>.

Dans ces conditions, l'on comprend que tout accord ait été impossible aussi longtemps entre les différentes « factions » libanaises, puisque les chefs des milices censées les représenter avaient souvent plus d'avantages à la poursuite d'une guerre civile plus ou moins larvée qu'à une paix faite de compromis et de concessions réciproques. Le sud du pays occupé par les Israéliens, la Syrie imposant petit à petit son ordre militaire dans le pays, les accords de Taëf conclus en octobre 89 et le traité « de fraternité, de coopération et de coordination » signé en mai 91 par les présidents libanais et syrien seront, après quinze de combats ininterrompus, le signe qu'aucune milice n'espère plus conquérir d'avantage décisif sur ses adversaires, tout en confirmant la mainmise de la Syrie sur le pays.

Quant aux miliciens que l'on estime à plus de 60 000, ils seront probablement intégrés, au moins en partie, dans l'armée libanaise reconstituée...

#### D. LA FIN DE LA GUERRE

La fin de la guerre civile libanaise s'expliquerait donc partiellement par l'épuisement des différentes milices en présence. Toutefois, la résistance de dernière heure du général Aoun prouve que nombre de belligérants étaient encore prêts à une poursuite ou à une reprise des hostilités : il semble donc que ce sont les changements dans le contexte international qui ont surtout permis le rétablissement d'un semblant de paix au Liban. Comment peut-on alors décrire l'évolution de cette scène internationale ?

Le premier facteur à prendre en considération est sans doute l'effondrement à la fin des années 80 de la puissance soviétique qui, selon les circonstances, avait apporté

19. Nabil BEYHUM, « Crise sociale et production de nouveaux acteurs dans le conflit libanais », dans Paul BALTA et Georges CORM (sous la direction de), *L'Avenir du Liban*. Paris, Editions Ouvrières et Etudes et documentation internationales, 1990, p. 52.

20. *Op. cit.*

21. *Op. cit.*, p. 56.

son appui aux pays arabes les plus radicaux dans leur opposition à Israël, à savoir l'Irak et la Syrie, ainsi qu'à l'O.L.P. et à certaines autres organisations palestiniennes. Cet appui, bien qu'il ne fût jamais sans réserves puisque ces différents pays ou organisations politiques étaient souvent en conflit les uns avec les autres, était cependant suffisant pour que certains de ceux-ci se sentent assez assurés pour se lancer dans une aventure guerrière plus ou moins localisée, sans rencontrer l'obstacle majeur d'une intervention internationale bloquée d'avance par le veto soviétique.

L'effondrement soviétique a alors laissé le champ libre à la seule grande puissance restante, les Etats-Unis. N'ayant manifestement pas mesuré les modifications sur la scène internationale, l'Irak va, comme on le sait, envahir puis annexer le Koweït, entraînant une réaction américaine majeure, menée sous le drapeau des Nations-Unies où le « verrou » soviétique ne joue plus. La Syrie sans doute plus prudente, considérant que cet allié soviétique n'est plus fiable, va alors négocier sa participation à l'expédition contre l'Irak, à savoir obtenir les mains libres au Liban.

Pourquoi les Etats-Unis, qui ont jusque-là combattu cette mainmise syrienne, vont-ils à ce moment l'accepter ? La volonté américaine de voir participer un maximum de pays arabes à l'offensive contre l'Irak ne suffit sans doute pas à expliquer cette carte blanche accordée à la politique syrienne. On peut supposer que l'administration américaine reconsidère alors l'ensemble de ses positions stratégiques au Moyen-Orient et prend en compte les différents facteurs suivants : jusqu'alors, les Etats-Unis s'appuyaient sur la puissance militaire israélienne pour prendre pied dans la région, tandis que l'U.R.S.S. soutenait les pays arabes les plus hostiles à l'Etat hébreu ; la puissance soviétique disparaissant dans la région, le conflit israélo-arabe perd ainsi un de ses boufeux même s'il garde une forte charge émotionnelle ; par ailleurs, les monarchies pétrolières, elles aussi soutenues par les Etats-Unis pour d'évidentes raisons économiques, témoignent d'une inquiétante faiblesse militaire ; les Etats-Unis devenus le seul gendarme de la région, doivent alors, s'ils veulent éviter à l'avenir une stratégie militaire interventionniste à outrance qui risque de devenir beaucoup plus difficile sur le plan international, adopter une stratégie de pacification générale de la région. Ce sera, on le sait, le plan Baker, toujours en cours de réalisation<sup>22</sup>.

L'on peut donc supposer que la mainmise syrienne a été acceptée sur le Liban, parce qu'en même temps l'on imposait aux Syriens des négociations avec l'autre grand acteur intervenant au Liban, Israël. Ces négociations plus ou moins forcées désamorçaient par ailleurs la dernière puissance militaire intervenant au Liban, les Palestiniens et l'O.L.P., invités eux aussi (bien que masqués) à ces pourparlers. En dehors du conflit entre les deux grandes puissances soviétique et américaine, le Liban perdait donc son importance stratégique pour les Etats-Unis qui, dans leur stratégie générale, n'hésitaient sans doute pas à sacrifier ce pion devenu mineur.

---

22. en décembre 91.

## E. EN RÉSUMÉ

Dans toute société, il y a des conflits, mais tous ces conflits ne débouchent pas sur la guerre civile. Les pays occidentaux, qui ont adopté depuis plusieurs décennies des modes et des stratégies pacifiques de négociation pour résoudre leurs querelles internes, considèrent avec une incompréhension souvent condescendante les guerres civiles qui éclatent à leurs portes, que ce soit au Liban ou plus récemment en Yougoslavie, oubliant par là les siècles et les siècles de guerres aussi cruelles qui ont marqué leur propre histoire.

Il faut donc redire que le conflit libanais n'est pas dû au « caractère » des Libanais, ni à leur religion, ni même à leurs différences de religion, ni non plus à de simples raisons économiques opposant des « riches » et des « pauvres », même si tous ces facteurs ont concouru à l'exacerbation des haines (souvent mêlées d'illusions par exemple sur les richesses de l'adversaire ou sur son « fanatisme »). Cette guerre n'a donc été possible qu'à cause d'un concours de circonstances qui peut se reproduire n'importe où ailleurs si l'on n'y prend garde.

Essayons donc de dénouer une dernière fois cet écheveau de causes complexes.

Par son histoire, l'Etat libanais était un pays d'un faible poids militaire sur le plan extérieur, mais également d'un faible poids politique sur le plan intérieur : les mécanismes du pouvoir risquaient en effet de se bloquer si les représentants des différentes communautés privilégiaient l'intérêt (supposé) de leur communauté et refusaient de prendre en compte les intérêts de l'ensemble du pays. Entouré de puissants voisins en guerre plus ou moins ouverte selon le moment (Israël et la Syrie principalement), le



*Un milicien phalangiste traverse en courant une rue prise sous le feu de tireurs isolés (photo de Raymond Depardon).*

Liban est devenu la cible de leurs intérêts divergents et sera incapable non seulement de répliquer aux interventions extérieures (qui, pour Israël, débutent dès 1968), mais même de manifester une volonté commune dans l'attitude à adopter face à ces ingérences extérieures : le cas le plus flagrant de cette absence de volonté politique se manifestera en 1969 lorsque le gouvernement libanais cautionnera la présence armée palestinienne sur son territoire, ce qu'aucun autre pays arabe n'avait accepté. Dans ce contexte apparaîtront des milices rivales qui seront assurées, d'une part, de ne rencontrer dans leur entreprise aucune puissance d'Etat efficace, et, d'autre part, de bénéficier de l'aide extérieure des différents pays de la région concurrents ou ouvertement en conflit. Face à une démocratie libanaise imparfaite et faite de compromis, les chefs des milices vont alors parier sur un éclatement du Liban en petites entités où ils exerceraient chacun un pouvoir sans partage. Le destin des armes en décidera finalement autrement puisque les seuls vainqueurs de la guerre civile seront Israël (malgré l'échec de l'invasion de 82) qui occupe toujours militairement le sud du Liban, et la Syrie qui exerce sa tutelle sur la plus grande partie du reste du territoire.

Si telles sont sans doute (d'après les analystes sur lesquels nous nous sommes basés) les causes principales de la guerre civile au Liban, l'on insistera cependant sur le fait que ces causes n'ont pas joué de façon isolée mais ont interagi de façon à former un concours de circonstances spécifique : il ne faudrait évidemment pas conclure par exemple, de ce qui vient d'être dit, que, pour éviter la guerre civile, il faut un Etat fort sinon dictatorial... C'est bien un jeu de circonstances chaque fois particulier qui fait que, pour certains acteurs, la guerre apparaît comme une solution plus « rentable » à différents points de vue<sup>23</sup> qu'une paix faite de difficiles et laborieux compromis.

---

23. Comme on l'a vu dans le jeu des alliances, il faut cependant toujours distinguer le court, le moyen et le long terme : après avoir déclenché la guerre, certains acteurs ont souvent avantage à une fin rapide, mais une telle issue, à moins d'une victoire totale, ne dépend évidemment plus d'eux seuls...

## LES PRISES D'OTAGES AU LIBAN

La guerre civile libanaise, qui avait peu mobilisé jusque-là l'opinion occidentale, a pris une dimension médiatique spectaculaire avec les prises d'otages occidentaux à partir de 1984 ainsi que par ailleurs avec le détournement de l'avion de la T.W.A. sur l'aéroport de Beyrouth qui aboutira à la libération d'un millier de prisonniers libanais transférés en Israël lors du retrait de son armée après l'invasion de 82. Ce sont d'abord des diplomates, puis des journalistes (comme Roger Auque enlevé en janvier 87 et libéré en novembre de la même année, dont le récit à inspiré *Hors la vie*), des chercheurs (comme Michel Seurat enlevé en mai 85 et mort sans doute de maladie après deux ans de captivité), des industriels ou même de simples particuliers qui seront enlevés par des groupuscules terroristes, parfois connus, le plus souvent inconnus (et, dans ce cas, l'on soupçonne qu'il s'agit de simples paravents pour des organisations ayant une existence plus ou moins officielle au Liban ou dans d'autres pays arabes). Si la plupart de ces groupuscules comme le « Jihad » se réclament d'un islamisme radical, d'autres appartiennent à la mouvance palestinienne extrémiste comme le groupe d'Abou Nidal responsable de l'enlèvement en novembre 87 de huit passagers belges et français d'un bateau de plaisance, le *Silco*.

A partir de 1989 et surtout 1990, c'est-à-dire à partir du moment où la Syrie étendra sa mainmise sur le Liban, le rythme de ces enlèvements diminuera fortement, et cette pratique s'éteindra finalement en 1991 où une seule disparition est signalée, débouchant d'ailleurs sur la libération de l'otage (un membre de Médecins du Monde) après seulement trois jours de détention.

Certains de ces otages ont été exécutés, mais la plupart d'entre eux seront libérés petit à petit après de longues et difficiles tractations (s'étalant souvent sur plusieurs années) entre d'une part les pays dont sont originaires les différentes personnes enlevées, et d'autre part l'Iran, la Syrie, occasionnellement la Lybie, servant théoriquement d'intermédiaires avec les ravisseurs mais parfois soupçonnés d'être les véritables commanditaires de certains de ces enlèvements.

D'après les meilleurs spécialistes de la question, il semble cependant que ces actes de terrorisme soient moins l'émanation d'Etats en place comme la Syrie ou l'Iran (même si certains de leurs services secrets peuvent encourager l'une ou l'autre action) que celle de communautés plus ou moins exclues du jeu politique comme les Palestiniens (d'où est issu le groupe d'Abou Nidal), les Arméniens (où est né l'Asala) ou les chi'ites libanais (où le Jihad trouve son origine). Ces groupes extrêmement minoritaires à l'intérieur même de leur communauté trouvent évidemment dans le terrorisme l'arme la plus efficace pour s'affirmer politiquement, car elle est à la fois spectaculaire, peu coûteuse et très difficile à combattre dans la mesure notamment où l'origine réelle du coup porté est toujours soigneusement camouflée. Si le détournement d'avion, l'attaque sauvage d'objectifs civils comme des ambassades ou des aéroports ont été les

pratiques terroristes les plus courantes durant toutes les années 70, il est sans doute apparu à certains de ces groupes (principalement libanais) que les enlèvements d'otages innocents était une des meilleures armes en ces années 80 où les mesures anti-terroristes des pays occidentaux rendaient peut-être plus difficiles des actions comme les détournements d'avion. (On se rappellera néanmoins la vague d'attentats aveugles qui ont secoué la France en 1986 et qui ont été revendiqués par un obscur « Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Moyen-Orient »).

Il semblerait que la préférence pour ce genre d'enlèvements soit liée à un événement précis de la guerre du Liban. Il faut savoir en effet que les différentes milices libanaises ont pratiqué sur une très grande échelle la prise d'otages de personnes innocentes, appartenant à une communauté adverse : ce sont des centaines de personnes, sinon des milliers, qui ont ainsi disparu depuis 1975 et qu'on n'a le plus souvent jamais revues. Ces crimes de guerre, rarement évoqués dans la presse occidentale, pratiquement jamais condamnés par l'opinion publique, n'ont pratiquement touché jusqu'en 1982 que des citoyens libanais. Mais le « 19 juillet 1982, David Dodge, administrateur, de nationalité américaine, de l'université américaine est enlevé à Beyrouth-Ouest. On dit sur place que les islamiques souhaitent l'échanger contre le chargé d'affaires d'Iran, Mohsen Moussavi, enlevé le 4 juillet à proximité du canton chrétien. [...] Les islamiques sont abasourdis de constater qu'en *pleine invasion israélienne*, l'affaire Dodge fait de plus gros titres dans la presse américaine que les bombardements et les massacres, et que cet enlèvement a droit à la Une alors que jamais aucun des enlèvements de Libanais, au Liban, n'a fait dix lignes dans la presse internationale. Ils ne tardent pas à en tirer la conséquence. David Dodge est libéré le 20 juillet 1983. On lui envoie un avion spécial; toute la presse est là. » (Xavier RAUFER, *La Nébuleuse : le terrorisme du Moyen-Orient*. Paris, Fayard, 1987).

Comme c'est le cas pour les autres pratiques terroristes, les gouvernements occidentaux avaient peu de moyens d'action pour mettre fin à ces prises d'otages. Pris entre le désir de mettre fin au calvaire des individus enlevés qui faisaient la Une des journaux et de la télévision, et les exigences des terroristes à la fois floues et exorbitantes, la plupart des gouvernements ont pratiqué une politique d'attente sinon de pourrissement.

Finalement des négociations ont été menées avec les pays qui entretenaient des « rapports » plus ou moins directs avec ces groupes terroristes : certaines exigences de ces pays (reprise de relations diplomatiques, apurement de certaines dettes... ) ou même des groupes terroristes en cause ayant été satisfaites, on a assisté chaque fois à la libération d'une poignée d'otages. Plus récemment, la guerre du Golfe et la redistribution des cartes géopolitiques dans la région (avec en particulier le rôle déterminant reconnu à la Syrie au Liban) ont débouché sur une solution globale au « problème » (pour utiliser un langage diplomatique) des otages encore emprisonnés.

## QUELQUES SUGGESTIONS PÉDAGOGIQUES

Que retenir de l'histoire du Moyen-Orient et de l'analyse du conflit libanais, qui ont été esquissés ici ?

Sans préjuger des choix de chaque professeur, il nous semble que les points suivants pourraient être abordés utilement avec des adolescents et des adolescentes (du secondaire supérieur ou du supérieur).

A. Face aux schémas souvent réducteurs véhiculés par les médias, il est sans doute intéressant d'insister sur la **complexité** de la situation du Moyen-Orient qui est, comme on l'a vu, le résultat de l'histoire (complexité qui n'est pas propre au Moyen-Orient mais qui se retrouve dans tous les pays d'Europe dès qu'on dépasse un niveau superficiel).

On peut ainsi proposer quatre critères pour différencier (ce qui ne veut pas bien sûr dire opposer) les communautés d'une même région :

- le critère ethnique qui, loin de se baser sur la race (inexistante au sens biologique), se fonde sur la culture, le mode de vie, les mœurs et la plus souvent la langue, mais également sur le mode de filiation reconnu par cette ethnie (on est juif lorsqu'on a une mère juive). Ainsi, le principal critère d'appartenance au monde arabe est la langue arabe (et non l'Islam comme certains le croient sans doute).
- le critère religieux dont on rappellera cependant qu'il n'est pas universel : il y a des athées dans le monde chrétien comme dans le monde musulman.
- le critère social qu'il convient d'utiliser avec prudence. Riches / pauvres est une opposition parfois pertinente mais souvent sommaire. Parmi d'autres critères d'appartenance sociale, l'opposition paysan / citadin ou les catégories socio-professionnelles sont souvent des indicateurs plus fiables.
- le critère national.

Ces quatre critères et un bon dictionnaire devraient permettre aux élèves (travaillant par exemple par petits groupes) de clarifier des termes apparaissant couramment dans les médias mais rarement explicités :

- Ainsi, les Kurdes sont-ils un groupe religieux, ethnique, social ou même une entité nationale ? Un peu de recherche apprendra qu'il s'agit d'un groupe ethnique, parlant la même langue, le kurde (ce qui fonde donc sa spécificité). Dans leur majorité musulmans sunnites (comme la plupart des Arabes), les Kurdes sont majoritairement des paysans et des éleveurs. Le traité de Sèvres (1920) prévoyait la création d'un Etat indépendant du Kurdistan qui ne vit cependant jamais le jour. Etc.
- Question plus élémentaire : qu'est-ce qui différencie les Turcs des Arabes ? Plus complexe et plus historique : pourquoi parle-t-on des Turcs ottomans et de l'Empire ottoman ?

— Enfin un point sensible, qui montrera les difficultés qu'on peut rencontrer dans l'emploi des critères simples qu'on vient de proposer : quelle est la différence de signification entre hébreu, juif et israélite ? En corollaire, qui sont les Palestiniens ? Et sont-ils tous musulmans ?

Ces critères peuvent bien sûr s'appliquer à nos régions, et il est sans doute intéressant de s'interroger sur la diversité ethnique, linguistique, religieuse, sociale d'un pays comme la Belgique.

B. L'analyse du conflit libanais proposée ici était centrée sur les phénomènes de violence. Au-delà d'une nécessaire réprobation morale, il convenait sans doute de s'interroger sur les **mécanismes** pervers qui peuvent plonger un pays dans la guerre civile.

La question qu'on pourrait se poser avec de jeunes élèves est alors de saisir quels sont les facteurs politiques et sociaux qui empêchent les conflits (non-violents) dans nos pays de déboucher sur une issue violente.

La réflexion peut être ici individuelle : sommes-nous en certaines circonstances (peut-être très banales) tentés de recourir à la violence ? Si oui, essayons de préciser lesquelles ? Quelles sont alors les raisons personnelles (morales essentiellement) mais aussi externes (la crainte du gendarme...) qui nous empêchent de recourir à la violence ? Ou qui peut-être nous ont permis d'y recourir ?

Mais la réflexion s'appuyera aussi sur des phénomènes collectifs : la violence sociale existe aussi dans nos sociétés occidentales policées, nous l'oublions trop facilement. Rappelons les émeutes de jeunes immigrés à Schaerbeek, les manifestations violentes des sidérurgistes ou des agriculteurs à Bruxelles, les heurts entre « flamingants » et wallons dans les Fourons, etc.

Il conviendra sans doute de s'interroger ici sur les raisons de ces flambées de violence mais aussi sur les « mécanismes » qui ont empêché ces crises de déboucher sur des conflits ouverts beaucoup plus vastes (comme ce fut malheureusement le cas au Liban). L'exemple libanais gardera à ce moment toute son importance, car il rappellera utilement que la violence ne résulte jamais d'une cause unique (comme la pauvreté qui explique aussi bien la révolte que la soumission, ou le fanatisme religieux, ou le « désespoir », ou encore la manipulation politique, ou même l'oisiveté de la jeunesse qui fournit toujours le gros des hommes en armes) mais toujours d'un concours de circonstances (« positives » mais aussi « négatives » au sens où l'on peut parler de facteurs d'empêchement).



**Deuxième partie**  
**GUERRES ET MÉDIAS**  
par Vinciane Fonck



## INTRODUCTION

Beaucoup d'entre nous gardent de la guerre du Liban le souvenir d'un conflit à la fois confus et tragique, devenu, au fil des années, presque banal, presque « normal ». Beyrouth reste dans les mémoires à l'image d'une ville dévastée par la guerre, survivant tant bien que mal dans les décombres, l'indigence, la misère et la peur.

Or, même aux temps les plus forts du conflit, les médias, attachés à transmettre une information événementielle, se limitaient à diffuser quotidiennement des images de combats sommairement commentées qui, coupées de toute référence à l'histoire, perdaient l'essentiel de leur signification. La guerre du Liban, qui superposait conflits politiques, ethniques et religieux, et qui présentait par conséquent un haut degré de complexité, était ramenée à une suite de combats dont la majorité du public ne parvenait plus à percevoir les enjeux véritables (cfr la première partie de ce dossier).

*Hors la vie* reflète bien la vision que les médias occidentaux avaient donné de la guerre du Liban : peu de commentaires, pas d'analyse du contexte, indispensable pour comprendre les événements. Seulement des images de combat, de désolation, de ruines, de violence...

Pris en otage par erreur, Patrice Perrault, un jeune photographe free-lance, devient une arme redoutable aux mains de ses ravisseurs. Ces derniers, conscients de l'impact qu'aura sa séquestration en Occident, lui annoncent d'ailleurs dès le début de son enlèvement qu'il aura bientôt sa photographie dans toute la presse et qu'il est ainsi en passe de devenir célèbre.

On relèvera par ailleurs combien l'impact de l'image peut être fort, comme le montre l'une des premières scènes du film. A un moment donné, deux miliciens exigent que Patrice Perrault les photographie avec un cadavre qu'ils exhibent suspendu par les pieds, comme un trophée. Le photographe hésite, mais son ami intervient très vite : « On ne va tout de même pas se faire tuer pour une photo » !

La photographie ou la mort. Cette douloureuse alternative montre bien l'impact, le pouvoir que peut acquérir une simple photographie, une simple image. Elle illustre aussi combien il peut parfois être difficile pour un journaliste de rester extérieur aux événements qui se présentent, et donc de rester objectif et impartial.

Par ailleurs, d'une manière générale les médias, par la façon dont ils structurent, dont ils organisent la représentation d'un conflit, bénéficient d'un poids considérable auprès de l'opinion publique et, partant, possèdent le pouvoir d'influencer plus ou moins directement le cours de ce conflit.

Deux exemples permettront de montrer l'impact qu'ont eu les médias lors de conflits armés : le conflit vietnamien, où la presse a plutôt joué le rôle de contre-pouvoir, et la récente guerre du Golfe. Cette dernière, bien qu'hypermédiatisée, n'a pas été « réellement » couverte par les médias occidentaux qui, en gros, ont entretenu le mythe

de la guerre propre et ont fait par là-même le jeu des autorités militaires américaines et de leurs alliés.

Mais il convient au préalable de décrire brièvement les caractéristiques de l'infrastructure médiatique telle qu'elle se présente aujourd'hui, de comprendre la façon dont l'information s'élabore et circule, puis la manière dont elle est appréhendée par le public, et de définir enfin en quoi elle est devenue un bien stratégique dans le fonctionnement des sociétés.

Ces différents points constitueront les bases d'une approche plus approfondie du rôle et du pouvoir des médias en temps de guerre.



## I. INFORMATION ET INDIVIDU

L'information est un événement, un fait porté à la connaissance du public. Mais ce terme désigne aussi l'action qui consiste à informer le public, l'opinion. Il s'agit donc à la fois d'un produit et d'un acte, qui supposent la présence d'un émetteur (journaliste, agence de presse), d'un récepteur (public) et d'un circuit nécessaire au passage de l'un à l'autre (les médias).

Les principaux médias qui permettent une diffusion massive de l'information sont la presse écrite, la radio et la télévision, et, plus accessoirement, le cinéma ou la publicité.

L'information n'a pas de finalité en soi. Elle constitue en fait le **moyen** par lequel chaque citoyen accède à la connaissance du monde, une base à partir de laquelle il s'en construit une représentation. Sans l'information et sans les médias, l'actualité « n'existerait pas », si ce n'est dans notre environnement immédiat.

Grâce aux différents supports de l'information, personne ne reste dans l'ignorance complète de ce qui se passe à l'autre bout de la planète, les grands événements au moins étant relatés et répercutés dans l'ensemble de la presse mondiale.

Ainsi d'après ce qu'il entend, ce qu'il lit, ce qu'il voit, chaque citoyen met en place une structure mentale en fonction de laquelle il va réagir, interpréter le monde ou appréhender la réalité.

A partir de cette constatation, trois remarques au moins s'imposent.

✗ La vision que le public aura du monde sera nécessairement **partielle**.

Malgré une information constante et abondante, les médias se trouvent dans l'impossibilité de rendre compte de tout ce qui se passe dans le monde : il y a nécessairement un tri, une sélection qui s'opère parmi les événements à relater.

De même le public ne peut pas être intéressé par toutes les informations.

Chaque citoyen effectue un choix en fonction de ses intérêts, de ses connaissances, de ses préjugés.

Comme le note Dominique Wolton, le regard, l'intérêt et la curiosité sont sélectifs, et si la multiplication des médias a élargi le champ de l'information, cela ne s'est pas traduit par une ouverture proportionnelle sur le monde. On a plutôt assisté à une sur-médiatisation de ce qui était médiatisé auparavant. Autrement dit, on montre mieux ou plus longuement ou plus vite (c'est-à-dire avec un moindre décalage temporel) ce qui précédemment était déjà traité par les médias : pensons par exemple aux grands événements sportifs.

✗ Mais, bien que partielle et fragmentaire, cette vision du monde est néanmoins **organisée** : le citoyen, à partir d'informations relativement indépendantes et souvent livrées à l'état brut, construit un panorama d'ensemble, dégagant des liens de cause à

effet, privilégiant certaines informations, en minimisant d'autres, de façon à ce que sa vision du monde ne soit pas perturbée et reste un tant soit peu cohérente.

Comme le souligne également Wolton, l'extension de l'information sous toutes ses formes a fait apparaître par ailleurs un contraste entre l'irrationnalité du monde et son besoin d'instaurer un ordre.

Ainsi, même si les images montrent la guerre ou le chaos, elles tentent également d'en donner une vision organisée. On ne pourrait en effet pas regarder les programmes d'information de la télévision ou lire les journaux si ceux-ci donnaient du monde une vision totalement chaotique. L'image, comme le texte, intègrent nécessairement un minimum de **rationalisation** de la réalité.

✕ La troisième remarque concerne le côté subjectif de l'information.

Bien que l'objectivité reste un idéal vers lequel doit tendre le journaliste, il est indéniable que l'information recèle toujours une part de **subjectivité**.

Subjectivité du journaliste d'abord, dont le statut d'intermédiaire entre le monde et le public, entre les informations et les citoyens, suppose une première **interprétation** de la réalité.

La sélection même des informations à divulguer, mais aussi l'ordre suivant lequel elles sont présentées, la place qui leur est accordée au sein d'un journal (écrit, parlé ou télévisé), leur contenu même ou encore le ton utilisé, constituent autant de choix qui manifestent une intention particulière de la part du journaliste.

Quant au public, il appréhende l'information au travers de ses propres **filtres**; il réagit avec un système d'interprétation de la réalité qu'il a lui-même mis au point en fonction de ses valeurs, de ses connaissances, de sa culture, de ses stéréotypes. Ainsi le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur possèdent une série de moyens qui le « protègent » de l'information, qui lui permettent de conserver ses distances par rapport aux messages qu'il reçoit et de les recoder de façon à les faire correspondre à sa représentation du monde.

Un constat se dégage donc de ces remarques : le journaliste et le public n'étant jamais neutres, « lisses » devant l'information, celle-ci apparaît comme un produit très fragile et malléable, à dimension profondément humaine.

## II. INFORMATION ET SOCIÉTÉ

Depuis une cinquantaine d'années, les médias ont connu une évolution rapide, acquérant progressivement un rôle central dans le fonctionnement des sociétés.

L'évolution technologique (mise en place d'un réseau de satellites de télécommunication, développement de l'informatique et des techniques audiovisuelles) a produit une révolution des médias à la fois dans la production, la diffusion et la réception de l'information, annulant pratiquement toutes les contraintes et tous les contretemps imposés jadis par les difficultés d'ordre technique.

La mise en place d'une telle infrastructure médiatique, dont les principaux canaux de diffusion restent la presse écrite et audiovisuelle, a eu pour effet principal une **augmentation** considérable du nombre d'informations.

Mais les médias n'ont pas subi que des mutations technologiques.

L'information est par ailleurs devenue une **valeur fondamentale**, partagée par tous les citoyens. Reconnue et légitimée par le public, elle se trouve aujourd'hui à la base du système démocratique et est devenue l'objet d'une demande croissante de la part de ce public.

La première conséquence de ces changements a été la création d'un **marché de l'information**, secteur économique actuellement en pleine expansion, où la presse joue un rôle capital.

Le développement de la **concurrence**, liée à la nécessité de gagner de l'argent, et l'obligation de concilier de plus en plus information et **profit**, phénomènes inhérents à la notion de marché, vont désormais s'imposer dans le domaine de la presse, menaçant de pervertir sérieusement ses idéaux d'objectivité et d'impartialité. Se posent alors des problèmes éthiques et déontologiques.

C'est notamment à cause de l'entrée du secteur de la presse dans cette logique économique fondée sur le profit et la concurrence que s'est développée durant ces dernières décennies **l'information-spectacle**. La recherche du scoop, de l'information sensationnelle et exclusive peut conduire facilement à un renversement des valeurs, où c'est non plus l'événement qui crée l'information, mais l'information qui crée l'événement. Ainsi un fait anodin peut prendre les proportions d'un événement capital à partir du moment où les médias s'en emparent.

D'une manière un peu différente, la seule présence d'un journaliste peut, dans certains contextes et notamment en temps de guerre, entraîner des modifications de comportements et déclencher l'événement.

Cette situation s'est présentée à de multiples reprises, comme ont pu en témoigner, lors de la guerre d'Afghanistan par exemple, certains journalistes, dont la présence sur le terrain a suffi à déclencher des combats (sans doute peu importants) destinés à leur fournir les images spectaculaires dont ils étaient plus ou moins tacitement demandeurs.

Même s'ils n'illustrent pas directement l'impact politique (au sens large du terme) que peuvent avoir les médias, ces exemples présentent néanmoins l'avantage de mettre en exergue l'influence qu'ils exercent dans certaines circonstances. Ce qui nous amène à la seconde grande conséquence des mutations qu'a subies le secteur de la presse et qui est, elle, plus spécifiquement d'ordre politique.

A l'heure actuelle, la presse est devenue un puissant **moyen d'influencer l'opinion publique**, du moins dans les pays occidentaux. De plus en plus souvent, les grands journalistes abandonnent leur rôle d'informateurs pour celui de leaders d'opinion, tandis que les hommes politiques ne peuvent envisager une stratégie sans la coopération des médias.

Comme le note Wolton à propos de la guerre du Golfe, dans tous les pays, y compris aux Etats-Unis, « les dirigeants ont dû sans cesse se présenter devant les médias pour expliquer leur politique. Bien plus souvent que devant la représentation nationale ».

La presse est donc devenue, dans les démocraties, une sorte de « **quatrième pouvoir** », comme elle l'a prouvé lors de l'affaire du Watergate, où elle réussit à ébranler un pouvoir démocratiquement élu.

En 1968, en pleine guerre du Viêt-nam, Richard Nixon est élu président. Dès son entrée en fonction, il tente de se soustraire systématiquement au contrôle parlementaire. C'est alors l'invasion secrète du Cambodge (1970), le refus d'appliquer le budget tel qu'il a été voté, le détournement des services secrets (FBI et CIA) à des fins électorales. Il se sent constamment agressé voire persécuté par la presse qu'il trouve trop envahissante.

Il consacra d'ailleurs une grande partie de son temps à démentir toutes les « rumeurs » qui contredisent notamment les informations officielles sur le Viêt-nam.

Le 17 juin 1972, un cambriolage manqué au siège du parti démocrate révélera l'existence d'un réseau d'écoutes téléphoniques. Ce sera l'occasion pour deux journalistes du *Washington Post* de dévoiler les activités d'espionnage menées par le parti républicain dans le but de faire échouer la campagne électorale du parti démocrate adverse. La presse alimentera en informations les enquêtes judiciaires et législatives qui aboutiront, deux ans plus tard, à la démission de Nixon.

En résumé, nous pouvons dire que la presse a subi de profonds changements. Reconnue par tous comme une valeur essentielle de nos sociétés, elle est cependant entrée dans une logique économique qui met en cause le rapport entre la recherche de l'information et la recherche du profit. Par ailleurs, elle est devenue un moyen de pression très puissant qui légitime sa nouvelle appellation de « quatrième pouvoir ».

Mais ces bouleversements à la fois structurels et idéologiques ont induit également de profondes modifications au niveau du contenu même de l'information.

## A. LA RECHERCHE DU SPECTACULAIRE

Le journaliste soucieux de satisfaire les pulsions voyeuristes du public aura tendance, comme on l'a vu, à privilégier **l'information-spectacle**, l'événement sensationnel, au détriment des faits plus banaux, plus quotidiens mais peut-être plus proches du public et plus importants pour lui.

Réceptifs à une demande de spectaculaire, de catastrophique, d'exceptionnel, les médias seront naturellement attirés par ce qui ne va pas, par ce qui est « anormal » et surtout **voyant** (les guerres, les famines, les catastrophes naturelles, etc.) : ainsi, les malaises des jeunes immigrés dans la banlieue bruxelloise n'ont vraiment été pris en considération par la presse et la télévision que lorsqu'ont éclaté des émeutes, qui ont évidemment fourni aux médias le lot d'images spectaculaires dont ils avaient besoin.

## B. UNE INFORMATION ÉVÉNEMENTIELLE

L'accroissement du nombre d'informations a également pour résultat une **fragmentation de l'actualité**. Présentés comme une suite d'événements ponctuels, isolés

*Ouganda,  
avril 1980.  
Deux mois plus  
tard, l'Unicef  
estimait à  
20 millions  
le nombre  
des Africains  
menacés par la  
famine.*



de leur contexte historique et culturel, les faits perdent ainsi beaucoup de leur sens, de leur signification profonde.

Le journaliste pris par la vitesse croissante et la multiplication des informations se trouve littéralement « dépassé » par les événements.

Même un fait très important ne « dure », pour les médias, que quelques jours au terme desquels il n'est plus évoqué que brièvement. Obligé de suivre ce rythme effréné, le journaliste (du moins le journaliste de la presse quotidienne) ne dispose plus du temps nécessaire pour approfondir les faits qu'il relate, et finalement « la logique de l'événement l'emporte sur la logique de la connaissance »<sup>1</sup>.

### C. UNE INFORMATION NIVELÉE

A l'heure actuelle, ce sont quatre agences occidentales qui détiennent le **monopole** de l'information mondiale.

Ces agences (*Associated Press*, Angleterre; *Reuter*, Allemagne; *Agence France Presse*, France; et *United Press International*, Etats-Unis) sont contrôlées non par des journalistes mais par des groupes financiers. Recueillant des informations partout dans le monde, elles sont devenues les sources principales (et payantes) de la presse et notamment des journaux, qui ont par conséquent tendance à avoir un contenu de plus en plus similaire.

### D. UNE INFORMATION À L'ÉTAT BRUT

Nivelées, les informations ont en outre tendance à parvenir de plus en plus à l'état brut, c'est-à-dire directement de la source à l'imprimerie, sans passer par la médiation du journaliste. Une récente enquête a d'ailleurs montré que « la part rédactionnelle due au journaliste, dans un article, se réduisait dramatiquement (0 à 10%) au profit du texte d'agence et du communiqué (90 à 100%) »<sup>2</sup>.

D'une certaine façon, l'information devient **incontrôlable**. Le système, en autorisant l'information à circuler presque de manière autonome, en n'exigeant plus une vérification systématique des sources, a pour effet de générer la rumeur, qui ne se révèle souvent comme telle que dans un second temps.

A titre d'exemple, rappelons l'affaire du faux charnier de Timisoara (dont nous reparlerons plus en détails dans le chapitre consacré à l'image).

1. Dominique WOLTON, *War Game, L'information et la guerre*, Paris, Flammarion, 1991.

2. *Dossier médiamentonges*, sous la direction de Gérard de SÉLYS, Bruxelles, E.P.O., 1990.

## III. GUERRE ET INFORMATION

### A. L'ÉTRANGETÉ DE LA GUERRE

La guerre peut être définie comme une lutte armée entre États. Lorsqu'elle se déclare entre divers groupes sociaux, ethniques ou politiques d'un même Etat, on parle de « guerre civile ». De toute façon, elle doit être considérée comme un phénomène social anormal qui perturbe gravement l'organisation des sociétés et entraîne un certain nombre de dysfonctionnements. Ce statut « aberrant » de la guerre induit de profondes modifications dans les attitudes et comportements du public, qui met en place un autre système de valeurs, sensiblement différent de celui qui règle les rapports sociaux en temps « normal ».

On constate ainsi qu'une série d'opérations, d'actes, fortement réprouvés en temps de paix, sont tolérés, admis et reconnus par les populations en temps de guerre. Dans les limites de la guerre, il sera en effet permis de tuer ou de mentir, dans le but de tromper ou de déstabiliser l'adversaire.

Etant donné ce glissement des valeurs, l'information sera forcément soumise à d'autres règles, l'enjeu final n'étant finalement plus d'informer le public mais de remporter la victoire.

Ce changement des objectifs de la presse implique concrètement d'une part la mise en place d'un système de **censure** et d'autre part l'élaboration d'un système de **propagande**.

#### 1. La censure

La censure, notion presque inhérente à celle d'information tant elle est présente à toutes les étapes du circuit médiatique (autocensure du journaliste, censure à la rédaction, etc.), ne peut être invoquée officiellement que dans des circonstances très précises, telle une situation de guerre.

En général, la presse, qui se veut libre et indépendante de tout pouvoir, supporte mal cette contrainte : ainsi, durant la guerre du Golfe, où de nombreux pays occidentaux se trouvaient engagés, un système de censure particulièrement sévère a été élaboré, à tel point qu'aux États-Unis, dès les débuts du conflit, de nombreux journalistes ont introduit un recours devant la Cour Suprême en invoquant le fait que la censure était contraire à la Constitution. En revanche, dans la plupart des autres conflits du Proche-Orient, où la participation de tel ou tel pays occidental était beaucoup moins claire (cfr les ventes d'armes secrètes à l'Iran ou à l'Irak durant la guerre qui opposa ces

deux pays), la censure n'a jamais réussi à être efficace, puisque la presse, en jouant sur les différentes forces en présence, conservait toujours une réelle indépendance.

A cet endroit, on peut remarquer que la censure, imposée « pour des raisons de sécurité », protège en fait non les journalistes, mais les pouvoirs en place, soucieux d'abord de conserver aux yeux de l'opinion publique une « image » positive de leurs actions, à l'abri des remises en question.

On a vu en effet, notamment lors de la guerre du Viêt-nam, combien l'impact émotionnel de l'image pouvait être puissant, allant jusqu'à modifier le cours des événements. C'est ce cas de la guerre du Viêt-nam qui explique manifestement le système de censure particulièrement sévère instauré pendant la guerre du Golfe.

## 2. La propagande

La propagande, qui vise à susciter dans l'opinion publique un mouvement d'adhésion à une idéologie, n'est pas non plus liée exclusivement à une situation de guerre.

La propagande électorale, par exemple, qui s'effectue surtout par le biais de vastes campagnes d'affichage et la distribution massive de tracts, utilise également les canaux de la presse, mais elle est alors extrêmement réglementée, codifiée : les temps d'antenne et les passages télévisés sont en principe minutés et équitablement répartis entre les différents partis politiques, suivant les principes démocratiques de base.

Mais les choses se passent fort différemment en temps de guerre, où l'urgence de la victoire devient la motivation principale.

Tous les canaux sont alors réquisitionnés pour faire passer un seul message qui, plus ou moins directement, de manière plus ou moins camouflée, légitime l'action menée au nom du droit, du bien de la nation ou de la justice. C'est donc un vaste système de propagande qui se substitue progressivement à l'information. Contrairement à la propagande électorale (qui met en valeur des candidats) ou à la publicité (qui est aussi une forme de propagande, puisque le but est de provoquer chez le public une attitude positive par rapport à un produit), la propagande en temps de guerre fonctionne suivant une double démarche « positive » (la mise en exergue de ses propres qualités) et « négative » (diaboliser ouvertement l'adversaire).

C'est précisément cette propension à envahir tout l'espace de l'information et cette dimension négative qui caractérisent la propagande en temps de guerre.

Pour illustrer ces propos, nous prendrons l'exemple de la seconde guerre mondiale, durant laquelle s'est développée, tant du côté des Etats-Unis que du côté de l'Allemagne nazie, une propagande particulièrement élaborée et efficace.

A cette époque, la presse écrite et la photographie demeuraient les principaux organes d'informations. Néanmoins durant cette période de guerre vont se développer les deux nouveaux supports de l'information que sont la radio et le cinéma. En Allemagne, la création d'un « Ministère de la Propagande » fut particulièrement significative. La presse, organisée en service d'Etat, vit sa fonction réduite à la diffusion de la propa-

gande nazie, toute information contredisant de près ou de loin cette politique faisant l'objet d'une censure immédiate.

La population était ainsi amenée à croire certaines choses, à en ignorer ou réprouver d'autres, et les journaux ne pouvaient plus exister que pour servir les intérêts militaires et politiques du III<sup>e</sup> Reich.

Les autorités allemandes tentaient aussi de diffuser leur idéologie dans les territoires occupés, où la presse entière fut soumise à un choix douloureux : se laisser asservir, renoncer à paraître ou entrer dans la clandestinité.

Là où le ralliement des journaux fut insuffisant, les Allemands usèrent de la force pour s'emparer non seulement des locaux et de l'outillage mais aussi du titre de plusieurs quotidiens. Par exemple, en Belgique, le journal *Le Soir* fut usurpé par des sympathisants nazis tout au long de l'occupation.

Afin de propager l'idéologie nazie, le Ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, utilisa les médias traditionnels tels que les journaux ou la radio mais également, et c'était là un fait nouveau et assez exceptionnel, le **cinéma**.

Des films de propagande, qui se présentaient comme des « reportages », montraient inlassablement la vaillance des troupes allemandes et en parallèle les réalisations sociales du régime national-socialiste, dans le but d'encourager la population et les troupes dans l'effort de guerre. Dans le même temps, d'autres films particulièrement odieux véhiculaient explicitement l'idéologie antisémite du nazisme (ainsi *le Juif Süß* de Veit Harlan, qui se présentait comme un film de fiction, ou *le Péril juif* de Fritz Hippler, un « documentaire » réalisé en 1940 qui justifiait à l'avance les atrocités qui allaient bientôt être commises).

Aux Etats-Unis aussi, le pouvoir politique utilisa les médias pour diffuser de la propagande, qui prit dans l'ensemble la forme d'une contre-propagande. Les journaux, mais surtout la radio, jouèrent un grand rôle dans la participation des Etats-Unis au conflit mondial :

« De mai à octobre 1942, les émissions locales consacrées à l'effort de guerre chiffrèrent 3 075 830 annonces et 346 175 programmes. Ainsi la radio américaine sacrifiait aux exigences premières : soutien du moral de la population, collectes de fonds, appels aux volontaires, intensification de la production. » (in Theo FLEISHMAN, *Histoire de la guerre des Nations Unies*, Bruxelles, 1947, p. 442).

A cette époque, les ondes courtes connurent un grand développement, car elles permettaient aux Etats-Unis d'envoyer leur message vers les autres continents. Pour augmenter la portée de ces émissions, plusieurs d'entre elles furent d'ailleurs diffusées à partir de la Grande-Bretagne. Grâce à la « Voix de l'Amérique », le monde entier fut bientôt couvert d'un formidable réseau radiophonique qui, dans toutes les grandes langues, s'opposa à la propagande radiophonique allemande.

D'autres pays utilisèrent évidemment la radio pour diffuser leur propagande; ainsi l'Allemagne nazie, qui n'hésita pas à réquisitionner les studios des pays conquis, ou l'Angleterre où la B.B.C., par l'envoi de messages codés à destination du Continent,

joua un grand rôle dans le soutien et la coordination des divers mouvements de la Résistance.

Pour clore ce chapitre sur la propagande, il faut enfin signaler le rôle joué par Hollywood dans cet effort de propagande. Jusqu'à l'attaque japonaise sur Pearl Harbor en 1941, l'opinion américaine, bien que favorable aux Britanniques et aux alliés, resta dans sa majorité « isolationniste », c'est-à-dire adverse d'une entrée en guerre des Etats-Unis. L'attaque japonaise devait évidemment modifier cet état de choses, et l'industrie cinématographique hollywoodienne mit (très volontairement d'ailleurs) son énorme potentiel d'images au service de la propagande gouvernementale. Vont alors être produits toute une série de films de fiction vantant l'héroïsme mais aussi souvent les souffrances des soldats américains (ainsi *Air Force* de Howard Hawks, 1943; *Trente secondes sur Tokyo* de Mervyn LeRoy, 1944; *Les sacrifiés* de John Ford, 1945; ou *Aventures en Birmanie* de Raoul Walsh, 1945). A côté de ces œuvres de fiction s'est également développée toute une veine documentaire, inconnue jusque-là aux Etats-Unis, pour laquelle les plus grands noms du cinéma américain seront appelés sous les drapeaux : ainsi John Ford réalisera *La Bataille de Midway*, qui relate la première victoire américaine dans le Pacifique (Ford perdra d'ailleurs un œil à la suite d'une blessure), Frank Capra réalisera une série de sept documentaires rassemblés sous le titre *Pourquoi nous combattons*, William Wyler évoquera la vie de l'équipage d'une « forteresse volante » dans *Memphis Belle*, et John Huston décrira, dans *La Bataille de San Pietro*, les combats sanglants que les soldats américains ont dû livrer face aux Allemands en Italie, ne cachant pas pour cela le prix humain de cette guerre, que souligneront notamment des images particulièrement fortes de corps empaquetés dans des sacs (certains milieux gouvernementaux accuseront d'ailleurs Huston de pacifisme sinon de défaitisme).

Après cet aperçu du fonctionnement des médias en temps de guerre, au moins deux constatations s'imposent :

La première concerne les **limites** de l'objectivité : l'état de guerre oblige à une prise de position, qui consiste généralement en l'adhésion massive du public à la cause défendue par son Etat, et ce, grâce aux régimes de censure et de propagande auxquels sont alors soumis les médias.

Dans la plupart des cas, la presse, que ce soit ou non sous la contrainte, fait le jeu du pouvoir.

La deuxième remarque concerne la **surdimension du présent** voire de l'instant (nous le verrons avec la guerre du Golfe) et d'un ensemble de faits (la guerre) au détriment des autres événements de l'actualité. Cet effet de loupe, de zoom sur une partie de la réalité, met en évidence la **relativité** de l'importance que les médias accordent aux différents événements. Un fait qui, en temps normal, aurait fait la une des journaux, passe en temps de guerre automatiquement au second plan ou peut être même ignoré.

Les divers pouvoirs ont d'ailleurs bien compris tout le parti qu'il y avait à tirer d'une telle situation.

Ainsi les Etats-Unis profiteront de l'émotion soulevée par la révolution roumaine pour envahir le Panama, Moscou se servira de la guerre du Golfe pour tenter de régler ses problèmes baltes tandis qu'Israël exploitera les attaques de « Scud » pour imposer un couvre-feu particulièrement sévère dans les territoires occupés qui avaient été secoués jusque-là par la « révolte des pierres ».

## B. L'IMAGE : DE LA VÉRITÉ AU MENSONGE

Nous allons maintenant examiner deux conflits où les médias ont joué un rôle important, soit qu'ils aient eu pour effet d'en modifier le cours (le conflit vietnamien), soit qu'ils aient tenté pour la première fois de montrer l'histoire en train de se faire (la guerre du Golfe).

Dans les deux cas, **l'image** a occupé une position centrale, soit parce qu'elle a eu un impact émotionnel imprévisible, soit parce qu'elle a montré les limites d'une information en direct et en continu.

Jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle les sociétés, fondées essentiellement sur la culture écrite, minoraient fortement l'image. C'est donc assez tardivement, une cinquantaine d'années après la naissance de la photographie, que l'on prit conscience de ses nombreuses potentialités. On s'aperçut notamment qu'étant « objective » dans sa transcription de la réalité, elle correspondait parfaitement à l'idéal de l'information. Capable de garantir l'authenticité des événements, elle devint peu à peu le meilleur moyen d'en rendre compte et donc la forme supérieure de l'information. Désormais, tout ce qui est important doit être vu et à l'inverse, tout ce qui est montré (en images) est forcément important.

Parallèlement à cette institution de l'image comme moyen idéal de restituer la réalité, on s'est aperçu cependant que le lien unissant image et vérité n'était pas aussi direct et immédiat, aussi évident qu'il n'y paraissait de prime abord, et que l'image pouvait donner de la réalité une vision complètement faussée. Elle pouvait donc aussi **manipuler** l'opinion publique et constituer ainsi une arme de propagande redoutable.

Par exemple, peu après la révolution soviétique de 1917, des personnalités qu'on ne désirait plus voir figurer sur certaines photographies furent tout simplement gommées : Staline, nouveau chef de l'Etat, fit disparaître de tous les clichés officiels (tous les autres étaient interdits dans cette dictature sévère) la figure de son rival à la succession de Lénine, Trotsky, qu'il avait fait d'ailleurs expulser d'U.R.S.S. avant de le faire assassiner.

La déformation de la réalité peut donc être obtenue par une simple trucage de l'image. Mais, à des mêmes fins de propagande, il est également possible de trafiquer la réalité elle-même, avant d'en fixer les images.



*On voit ici l'épreuve intégrale de l'instantané pris du secrétaire d'État à la Guerre qui se trouve en compagnie de G. David Shine (en uniforme), ancien assistant de McCarthy, et de deux autres personnes. McCarthy, dans le but d'accréditer l'idée d'une intimité entre Stevens et Shine, recadra l'épreuve en coupant les autres personnages.*

*Recadrée comme on le voit ci-contre, la photo laisse à penser maintenant que Stevens est en relations étroites avec Shine et qu'il pose volontiers en sa compagnie. Heureusement, l'avocat de Stevens, Joseph Welch, put se procurer l'épreuve originale et dénonça publiquement la fraude. Cette imposture contribua plus tard à la perte du sénateur McCarthy.  
in Le reportage photographique par les rédacteurs des Editions Time-Life, 1974.*



## Recadrage et faux témoignages

Le recadrage peut très sensiblement augmenter le pouvoir d'une photographie en fixant l'attention sur son objet principal.

En 1954, le sénateur McCarthy essaya de discréditer le secrétaire d'Etat à la Guerre, Robert Stevens, en publiant la photo ci-dessus qui avait été frauduleusement recadrée (ci-dessous).

L'image ne subit alors aucune altération, mais elle se porte alors garante de l'authenticité d'événements qui ne se sont pas produits. C'est notamment ce qui s'est passé en Roumanie, lorsque les médias révélèrent l'existence d'un charnier à Timisoara.

Avides de sensationnel, soumis à l'urgence de l'information et pris dans la course au scoop, les journalistes avaient retransmis, sans en vérifier les sources, des images atroces attestant l'existence d'un charnier, images qui allaient bouleverser les téléspectateurs, alors attentifs aux événements de la révolution roumaine.

C'est seulement à la fin du mois de janvier 1990, six semaines plus tard, que la presse avoua que ces images résultaient d'une **mise en scène** : les cadavres atrocement mutilés et alignés sur des draps blancs n'étaient pas les victimes des massacres du 17 décembre, mais des corps qui avaient subi une autopsie et que l'on venait de déterrer.

Les images de **vrais** cadavres avaient servi en fait à témoigner de **faux** massacres, que les journalistes se sont d'ailleurs plu à imaginer dans les détails les plus sordides : on a parlé alors de cadavres transportés dans des bennes à ordures, de chambres à torture, d'amoncellement de corps; s'est ainsi développé tout un discours qui renvoyait immanquablement aux horreurs des camps nazis. L'image, pourtant « authentique », a donc menti directement sur la réalité, conduit les journalistes à extrapoler ou à accrédi- ter les affirmations les plus délirantes. Personne n'aurait alors songé à remettre en cause les 70 000 morts qu'aurait faits la révolution roumaine. Or d'après un article du *Monde* (14/02/90), on sait actuellement que le nombre de morts n'a pas dépassé 700, et qu'à Timisoara, il fut inférieur à 100.

Enfin, pour faire mentir une image, on peut l'insérer dans un contexte auquel elle est totalement étrangère. Dans ce cas, il n'y a pas vraiment de trucage : l'image, inaltérée, montre bien un fait « réel », qui n'a pas fait l'objet d'une mise en scène.

Par exemple, durant la guerre du Golfe, la séquence télévisée montrant un oiseau englué dans le pétrole devait servir à attirer l'attention de l'opinion publique sur la catastrophe écologique provoquée par l'incendie de puits de pétrole. Or il s'est avéré rapidement qu'il n'y avait pas de cormoran dans le Golfe et que les images provenaient en fait d'archives relatives à une marée noire qui avait eu lieu en Bretagne quelques années auparavant.

Dans ce cas, l'image n'avait pas vraiment déformé la réalité, mais elle avait été utilisée pour amplifier un problème qu'on pouvait difficilement évaluer à ce moment-là, vu la pénurie d'images et le manque d'informations fiables. Le mensonge, qui consistait à faire passer les eaux de l'Atlantique pour celles du Golfe persique, devait servir à susciter une réaction de révolte dans le public occidental et entraînait dans un processus de diabolisation de l'adversaire.

Les manipulations de la réalité par l'image sont donc nombreuses et multiformes. Elles peuvent s'exercer dans tous les contextes, mais se développent surtout lors de situations de **crises** (par exemple lors de conflits armés, de révolutions ou de guerres civiles) et se rattachent toujours à un système de propagande.

Il faut remarquer que, même lorsqu'elle ne ment pas délibérément, une image est néanmoins toujours imprégnée de **subjectivité**. Dans la presse, une image n'apparaît jamais de manière isolée : elle est toujours doublée d'un **commentaire** (lorsqu'elle se présente sous forme d'une séquence télévisée) ou d'une **légende** (dans la presse écrite), qui en détermine le **sens**.

Même si chaque image possède en elle-même une part irréductible d'information, le texte qui l'accompagne lui donnera une signification qu'elle ne contient pas toujours explicitement. Au-delà de la simple illustration, de la reproduction de la réalité, elle s'intègre donc toujours au sein d'un **discours**, auquel elle apporte crédit et légitimation. L'exemple le plus flagrant de ce rôle du commentaire est le film déjà cité de Fritz Hippler, *le Péril juif* (*Der Ewige Jude*, 1941), dont les images tournées dans les ghettos juifs les plus pauvres de Pologne étaient en soi relativement neutres mais étaient accompagnées d'un texte comparant les juifs à des sous-hommes, à une peste ou à des animaux nuisibles, et destiné à provoquer l'effroi et la haine du public.

Par ailleurs, l'image étant le produit d'un regard, elle comportera nécessairement une part d'**interprétation**, résultant d'une série de choix plus ou moins valorisants (choix de l'image, cadrages, angles de vue, éclairages, etc.).

Quant à son impact, il sera d'abord d'ordre **émotionnel**. Contrairement au texte écrit, qui demande un effort de concentration et implique un minimum de distance par rapport aux faits relatés, l'image s'impose d'emblée au spectateur et provoque directement sa sensibilité, son affectivité. Ainsi, pour sensibiliser l'opinion publique, les médias produiront un maximum d'images sensationnelles, dont les effets pourront se manifester parfois par une **prise de conscience** collective.

C'est par exemple le cas des nombreux mouvements d'aide humanitaire qui se sont déclenchés suite à des reportages-chocs.

Il est toutefois à noter que ces réactions restent épidermiques et ponctuelles : la famine qui ravage l'Ethiopie depuis plusieurs années n'a « existé » aux yeux du public occidental que durant une très courte période consécutive à la diffusion du terrible reportage de Josy Dubié, présenté sur nos écrans en 1985.

## C. UN EXEMPLE : LA GUERRE DU VIETNAM

### Le contexte historique

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les Français s'installèrent dans une région aujourd'hui composée du Viêt-nam, du Cambodge et du Laos.

Ils perdirent ce territoire durant la seconde guerre mondiale au profit des Japonais, mais rétablirent toutefois leur autorité en Indochine dès 1945, déclenchant l'opposition armée du Viêt-minh, une coalition politique composée de communistes et de nationalistes de gauche. Ce fut alors le début d'une suite d'affrontements à plus ou moins grande échelle au terme desquels les Français durent quitter la région (reddition de Dien Bien Phu, le 7 mai 1954).

La même année, suite aux accords de Genève, le Laos, le Cambodge et le Viêt-nam obtiennent l'indépendance, ce dernier pays étant divisé en deux : le Viêt-nam du Nord (régime communiste) et le Viêt-nam du Sud (régime pro-occidental). Les Américains apportèrent alors leur soutien au Sud-Viêt-nam tandis que le Viêtcong (Front national de libération), qui se livrait alors à des activités de guérilla, était soutenu par le Viêt-nam du Nord.

Dès le début des années 60, des conflits armés éclatent entre les Etats-Unis et le Viêt-nam du Nord, et le Congrès américain donne au président Lyndon Johnson les pleins pouvoirs militaires au Viêt-nam.

Pendant toute la durée du conflit (qui prendra fin officiellement le 27 janvier 1973 avec la signature des « accords de Paris »), le soutien militaire direct des Etats-Unis au Viêt-nam n'a cessé de croître (envoi de 542 000 soldats au 31 janvier 69 et expédition d'un matériel de combat très important et hypersophistiqué).

La guerre ne prendra réellement fin qu'en 1975, date à laquelle s'effondrèrent les régimes pro-occidentaux du Laos, du Cambodge et du Sud-Viêt-nam, consacrant la défaite politique et militaire des Etats-Unis.

### Le rôle des médias

Nous avons vu qu'en temps de guerre, la liberté d'information était normalement codifiée. La presse, soumise à un régime de censure, se voit sévèrement contrôlée par les autorités militaires. Le conflit vietnamien, lui, s'est distingué par l'absence de censure dont sa couverture médiatique aurait dû normalement faire l'objet.

En réalité, comme il n'y avait pas eu de déclaration de guerre officielle entre les Etats-Unis et le Viêt-nam du Nord, les journalistes s'étaient vus libérés de toute contrainte dans l'exercice de leur métier.

Cette liberté d'expression et de mouvement explique certainement que la guerre du Viêt-nam ait été le conflit le plus largement couvert par les médias, et surtout le premier grand conflit à être entièrement télévisé.

Grâce à la télévision, les reportages des correspondants, présents sur le front aux côtés des soldats, firent ressortir toute l'horreur et l'absurdité de la guerre : la violence, la mort, la souffrance pénétrèrent en gros-plan dans les foyers américains avec une intensité inconnue jusqu'alors. L'opinion publique s'en trouva profondément ébranlée et la guerre, considérée jusque là comme juste et nécessaire, prit d'un seul coup la dimension d'un carnage absurde et gratuit.

Tant les images télévisées que les photographies montraient des combats sanglants ou encore des soldats américains à l'agonie, amputés ou souffrants. D'autres encore exhibaient les corps mutilés ou estropiés d'enfants ou de vieillards, tandis qu'étaient dénoncés certains faits tragiques, comme le massacre par une compagnie de l'armée américaine de toute la population civile du village de My Lai. Ces informations avaient un impact émotionnel direct sur le public. Largement répercutées dans la presse écrite, elles opposèrent très vite un démenti catégorique au discours officiel, qui affirmait que l'armée américaine dominait la situation.

Les manifestations pacifistes prirent alors une ampleur qui aurait été peu envisageable sans le concours des médias. Les mouvements d'opposition se multiplièrent dès 1967; les campus universitaires notamment furent à plusieurs reprises le théâtre d'imposantes manifestations, souvent sévèrement réprimées par les services d'ordre.

En dehors de ces mouvements de protestation, de plus en plus de citoyens se mirent à remettre sérieusement en question la politique gouvernementale et le président Johnson, dont l'indice de popularité ne cessait de chuter, ne se représenta pas aux élections de 1968.

*5 décembre  
1969, My Lai.  
Ces photos  
n'ont été  
publiées que 18  
mois plus tard,  
révélant le  
massacre d'un  
village de 500  
Vietnamiens  
violés, étranglés,  
mutilés  
par l'armée  
régulière  
américaine.  
Elles firent un  
tel scandale  
que l'armée  
américaine  
ouvrit un procès  
pour crime  
de guerre.  
in Photo,  
n°261,  
juin 1989.*



Cette opposition massive à la guerre, consécutive à la diffusion de reportages dramatiques, constitua un facteur très important dans l'échec de l'intervention américaine au Viêt-nam.

## D. UN AUTRE EXEMPLE LA GUERRE DU GOLFE

### Rappels des faits

Le 2 août 1990, les troupes irakiennes, sous l'autorité de Saddam Hussein, président et commandant en chef des armées, envahissent le Koweït. Les motifs invoqués sont le vol d'une partie du pétrole irakien et l'occupation de morceaux de territoire.

Au nom du respect du droit international, le conseil de Sécurité de l'ONU exige « le retrait immédiat et inconditionnel » des forces irakiennes. Après avoir laissé planer le doute par ses intentions, Saddam Hussein maintient ses positions, estimant « avoir mis fin à un partage colonial qui [visait] à maintenir la nation arabe en état de faiblesse ».

La CEE déclare alors un embargo sur les importations de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït, tandis que les Américains lancent l'opération « Bouclier du désert », d'une ampleur sans précédent depuis la guerre du Viêt-nam. Une coalition internationale se met rapidement en place : au total, plus de 700 000 soldats appartenant à 29 pays différents constitueront les forces armées de la coalition anti-irakienne.

Ces soldats étaient massés essentiellement en Arabie Saoudite, mais aussi dans trois Etats voisins : le Bahreïn, le Qatar et les Emirats Arabes Unis. Certains se trouvaient en poste sur des bateaux de guerre, stationnés dans les eaux du Golfe persique, de la mer Rouge, de la mer d'Oman, dans l'océan Indien ou la Méditerranée.

Les principales forces de cette coalition étaient représentées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et, du côté arabe et musulman, les pays du Conseil de Coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats et Oman) ainsi que l'Egypte et la Syrie.

Saddam Hussein, dont le règne avait été marqué jusqu'alors par la répression et les massacres des Kurdes, était resté pourtant pendant longtemps l'ami de l'Occident. Il était considéré comme un dirigeant laïc et moderne, un rempart efficace contre la montée de l'intégrisme chi'ite. D'un seul coup, il devenait le « dictateur de Bagdad », un « nouvel Hitler ».

C'est que les enjeux de la guerre étaient d'abord économiques : il s'agissait d'empêcher Saddam Hussein de contrôler le marché mondial du pétrole, mais surtout de ne pas perdre pied dans une région aussi stratégique que le Proche-Orient.

## Le rôle des médias : le mythe de la guerre en direct

Du point de vue de sa représentation, la guerre du Golfe se caractérise par l'affrontement de deux logiques : « celle du “tout image” voulue par la télévision, et celle du “zéro image” défendue par les pouvoirs »<sup>3</sup>.

Les effets de ces politiques contradictoires se sont traduits concrètement, et assez paradoxalement à première vue, par une couverture médiatique exceptionnelle et par une absence d'images de la guerre telle qu'elle se déroulait réellement. S'est alors imposé le **mythe d'une guerre en direct** : l'impressionnant dispositif médiatique mis en œuvre (1500 correspondants de la presse internationale, principalement française, britannique et américaine, un grand nombre de reporters et de techniciens ont été délégués sur place, 32 paraboles de communication ont été installées dans la région du Golfe persique) allait permettre de voir une fois encore « l'histoire en train de se faire » (référence à la chute du mur de Berlin, premier grand événement historique à avoir été vécu en direct).

La guerre, avec ce qu'elle implique de sang et de violence, donc d'images dramatiques, allait se dérouler sous les yeux de millions de téléspectateurs sans la moindre médiation. Livrée à l'état brut, elle allait satisfaire à la fois les pulsions voyeuristes du public et les pulsions nécrophiles de la télévision.

Or le téléspectateur, rivé à son écran, n'a pourtant rien vu de la guerre. Les images, apparemment abondantes mais répétitives, n'ont jamais montré d'opérations véritables, mais le déploiement d'un matériel technologique sophistiqué (certaines bombes, munies de caméras miniatures, étaient censées apporter la preuve irréfutable qu'elles se limitaient strictement à détruire des objectifs militaires ; elles ne montraient cependant pas les dégâts occasionnés aux alentours, dont on connaît aujourd'hui l'ampleur).

Même si les nombreux journalistes délégués à Riyad, Dharhan (Arabie), Jérusalem (Israël) et Amman (Jordanie) n'avaient rien à dire (soit qu'ils aient été maintenus à distance des événements, soit qu'il ne se soit effectivement rien produit à l'heure où ils étaient appelés à l'antenne), le dispositif médiatique devait fonctionner en permanence.

Il a résulté de cette situation d'une part la diffusion d'images **répétitives** (non seulement dans l'espace : d'une chaîne à l'autre, d'un continent à l'autre circulaient les mêmes images, mais aussi dans le temps : les mêmes chaînes diffusaient jusqu'à cinq fois par jour le même reportage) et d'autre part, de nombreux moments creux où le système audiovisuel tournait pratiquement à vide. « Le dispositif [...] s'est substitué à l'information puisqu'il n'y avait pas d'informations. En tant que tel, il devenait lui-même l'information »<sup>4</sup>.

3. Ignacio RAMONET, *L'ère du soupçon*, in *Le Monde Diplomatique*, mai 1991.

4. Marc FERRO, *L'information en uniforme*, Paris, éd. Ramsay, 1991

Cette vision de la guerre a créé dans le public un profond malaise, le sentiment qu'elle s'apparentait davantage à un jeu électronique (du côté occidental), ou à une mise en scène théâtrale (du côté irakien).

Abstraite, lointaine, aseptisée, déconnectée des images traditionnelles, elle avait pourtant envahi tout l'espace médiatique, atteignant une sorte d'irréalité fascinante pour un public qui, très tôt, s'est aperçu qu'il avait été leurré.

## Le « zéro image »

### L'organisation de la censure

Durant la guerre du Golfe, en dépit d'une volonté manifeste de tout montrer, un système de censure particulièrement élaboré s'est interposé entre la guerre telle qu'elle se déroulait réellement et la presse. Une double raison explique sans doute le fait qu'aucune information n'ait pu échapper aux filtres de l'armée.

D'une part, lors du conflit vietnamien, on avait pu mesurer l'impact politique que pouvait avoir la diffusion de certaines images.

D'autre part, et c'est là un fait nouveau, les images de certaines grandes chaînes américaines (comme CNN, par exemple) sont diffusées dans le monde entier, y compris en Irak et dans tout le Proche-Orient.

On imagine facilement l'influence immédiate que pourrait avoir en territoire adverse la divulgation de certaines informations, les atouts stratégiques que celles-ci pourraient fournir à l'ennemi. Il était donc indispensable pour les autorités occidentales de poursuivre le plus possible la politique du secret et de contrôler de près les journalistes et les médias. C'est pourquoi les autorités militaires françaises, britanniques et américaines ont établi dès le départ un « code de conduite », qui a pris la forme du côté américain de « règles d'engagement ». Ce code prévoyait notamment le passage par la censure militaire, la restriction des images et des témoignages sur les pertes humaines, le respect du secret militaire et l'organisation de « pools ».



*Bagdad bombardée. Les images des télévisions, prises en direct sont « spectaculaires », elles sont censées montrer la « guerre », mais en définitive elles se révèlent très peu informatives. On retient l'attention du spectateur, on cherche à susciter l'émotion, mais l'information reste sommaire. Le nombre de civils irakiens tués ou blessés restera par exemple longtemps inconnu.*

Le principe des pools consistait à sélectionner un petit groupe de journalistes en fonction de leur « fiabilité » et à les intégrer aux opérations militaires. Ceux-ci étaient chargés de transmettre ensuite de manière anonyme toutes les informations aux autres journalistes restés à l'arrière.

A certains moments même, les journalistes des pools se verraient interdire de divulguer la moindre information. Au début de l'offensive terrestre, par exemple, un black out est annoncé « afin de protéger les mouvements des troupes alliées » (les Irakiens regardant eux aussi les télévisions étrangères). A cette occasion, les journalistes des pools pourront tout voir mais ne rien raconter, ni ne rien montrer.<sup>5</sup>

Quant aux autres, ils devront se satisfaire des déclarations émanant de l'Armée, elle-même chargée de ramener du front articles, bandes magnétiques et cassettes vidéo.

En France, tandis que le SIRPA fixait le statut des journalistes présents dans le Golfe, le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) mit au point une série de principes délimitant le cadre déontologique des chaînes de télévision et radio nationales, qui devront s'engager à « vérifier l'exactitude des informations diffusées et à en citer la source et la date; à ne pas divulguer d'informations de nature à mettre en péril la sécurité des forces françaises ou amies sur le terrain; à veiller à ce qu'il ne soit pas fait une exploitation complaisante d'images difficilement supportables; à ne rien faire qui puisse menacer la sécurité publique, notamment par la diffusion de renseignements propres à faciliter une action terroriste et à veiller que les documents diffusés ne soient pas susceptibles d'entraîner en France même des réactions de violence de la part ou à l'encontre des communautés étrangères »<sup>6</sup>.

Il est à noter que ce principe de censure a été accepté par la majorité des journalistes et massivement approuvé par la population. Un sondage effectué dans le courant du mois de janvier 91 a révélé que 80% des Américains souhaitaient même que leur gouvernement renforce encore son contrôle et que les règles limitant l'action des médias soient encore plus strictes.

### **Le mythe de la guerre propre**

On sait aujourd'hui que le nombre de victimes de la guerre du Golfe (côté irakien) se situe entre 200 000 et 300 000 morts. Or, pendant toute la durée du conflit, grâce à ce système de censure particulièrement sévère, les autorités politiques et militaires sont parvenues, grâce à l'idéologie de la « guerre propre », à faire accepter par la population le fait même de la guerre. La guerre propre n'est pas révoltante. Elle devient « normale ». Cette insistance à propager l'idée d'une guerre propre a contribué pour une large part à la non-remise en question du principe même de la guerre et à l'endor- missement du sens critique. Le matériel de combat, hypersophistiqué, permettrait

5. Pour couvrir l'offensive terrestre, le SIRPA (Service d'information et de relations publiques des armées) avait constitué un pool spécial de journalistes, qui étaient tous par ailleurs des officiers de réserve ou accrédités auprès du Ministère de la Défense.

6. in *Le Monde*, 18 janvier 1991.

d'atteindre des cibles précises sans qu'il y ait destruction d'objectifs autres que militaires ni de répercussions parmi la population civile.

Très vite les journalistes accréditeront les discours officiels en reprenant une terminologie identique à celle employée par l'état major : « Les armes deviennent des « atouts »; les bombardements de cibles militaires, des « attaques chirurgicales »; les victimes civiles, des « pertes collatérales »; les zones non encore pulvérisées, des objectifs « lucratifs ». Le visage tuméfié d'un aviateur américain prisonnier est qualifié de « crime de guerre », le bombardement incessant d'une capitale arabe n'est que le résultat de multiples « sorties »<sup>7</sup>.

Une nouvelle fois manipulés, les médias devenaient une arme supplémentaire de l'armée, chargés de propager une idéologie spécifique : mener une guerre propre, courte et gagnée d'avance, dont Richard Nixon, un ancien président des Etats-Unis, définit ainsi les objectifs : « Si nous devons ainsi entrer en guerre, ce ne sera pas seulement une guerre pour le pétrole. Ce ne sera pas seulement une guerre pour la démocratie. Ce sera une guerre pour la paix - non pas seulement la paix en notre temps, mais la paix pour nos enfants et nos petits-enfants dans les années à venir [...]. Voilà pourquoi notre engagement dans le Golfe est une entreprise hautement morale »<sup>8</sup>.

### Le « tout image »

On l'a vu, la télévision s'est progressivement imposée comme média dominant. Plus rapide que les autres, elle présente surtout l'avantage de proposer des images, dont la première fonction est de faire « exister » les événements. Une réalité dépourvue d'images, même s'il s'agit d'une crise grave, aura tendance à être passée sous silence, même dans la presse écrite, dont le contenu est déterminé en grande partie en fonction des nouvelles présentées par la presse audiovisuelle.

### L'exemple de CNN

Si l'illusion d'une guerre en direct a pu persister un certain temps, c'est surtout à cause de l'existence et du rôle exceptionnel qu'a joué CNN, seule chaîne d'information effectivement planétaire.

CNN (Cable News Network), surnommée « war channel » dans le contexte des événements du Golfe, est une chaîne d'information américaine privée, fondée il y a une dizaine d'années. Elle se caractérise par une diffusion **permanente** et généralement **en direct** d'informations en provenance du monde entier. Relayée simultanément par cinq satellites de télécommunication, elle peut, depuis 1989, être captée à partir de n'importe quel point de la planète.

7. Serge HALIMI, *Des médias en tenue camouflée*, in *Le Monde Diplomatique*, mars 1991.

8. Richard NIXON, *Bush Has It Right : America's Commitment in the Gulf Is Moral*, in *International Herald Tribune*, 7 janvier 1991; propos repris dans l'article de Claude JULIEN, *Une guerre si propre...*, in *Le Monde Diplomatique*, février 1991.

Pour couvrir le conflit, elle a dépensé plus de 20 millions de dollars et délégué au Proche-Orient 150 journalistes et de nombreux techniciens, s'imposant à la fois comme messenger de l'Amérique et comme l'un des rares moyens de communication entre l'Irak et le reste du monde; lorsque Saddam Hussein expulsera tous les journalistes occidentaux, seul Peter Arnett, le célèbre reporter de CNN, sera autorisé à rester sur place.

CNN, qui avait ainsi obtenu l'exclusivité des reportages (côté occidental) et bénéficié d'un traitement de faveur (côté irakien), contraignit les autres chaînes à se connecter à ses réseaux pour alimenter en reportages leurs éditions spéciales, journaux et flashes d'information.

Grâce à cette « agence de presse audiovisuelle », pour la première fois en temps de guerre, tout le monde allait voir les **mêmes** images : qu'elles proviennent d'Irak ou d'Amérique, elles seront diffusées par toutes les chaînes. Le flot continu d'images, le va-et-vient incessant d'une dépêche à l'autre, les allers-retours éclairs d'un continent à l'autre (Washington, Moscou, Dharhan, Riyad, Ammam, Jérusalem, Bagdad), détermineront un modèle d'information inédit auquel vont tenter de se conformer toutes les télévisions occidentales. Le but sera de donner un maximum d'informations et d'images en direct.

### **Le fonctionnement du direct**

Le direct, c'est-à-dire la transmission d'un fait en temps réel, annule tout écart entre événement et information. En réduisant plus encore la possibilité d'interprétation, il est censé donner de la réalité une image parfaitement **neutre et objective**. Par conséquent, chaque image retransmise en direct, pour autant qu'elle s'inscrive dans un contexte chargé d'attente et de tension, revêtira une importance capitale, même s'il s'agit, dans l'absolu, d'une image creuse et insignifiante. Son caractère récent et immédiat l'autorise à faire irruption sur l'écran, le plus souvent hors-contexte et de manière improvisée, au risque de perturber la grille des programmes et d'une certaine manière, de « bouleverser l'ordre du monde ». Cette **priorité absolue de l'image en direct** (ou de la dépêche en direct) aux dépens de son contenu a eu pour résultat, dans la représentation télévisée de la guerre du Golfe, une succession rapide de flashes qui laissait peu de place à l'analyse : l'information n'avait plus vraiment de sens et l'image, qu'elle soit réellement porteuse d'une information ou qu'au contraire elle soit inutile ou vide, était devenue la référence de base.

Par ailleurs, l'important étant de montrer, la fonction du journaliste devient inutile. Dans l'idéologie du direct, le rôle du journaliste s'apparente davantage à celui d'un simple **témoin**, amené à réagir « à chaud » face à des situations qu'il ne comprend pas toujours ou devant des images qu'il découvre en même temps que le téléspectateur. Inversement, dans le cadre d'une information en continu et en temps réel, « dès qu'un événement éclate quelque part, les médias - surtout la radio et la télévision - ont pris l'habitude d'établir un contact avec quelqu'un se trouvant sur place (il suffit qu'il parle

français) qui dit ce qu'il sait. Même si c'est peu, même si c'est faux, même si c'est une rumeur. L'important, c'est le branchement et son effet de réel : celui qui parle est sur place, cela est une garantie d'authenticité, c'est un « vrai témoin », cela suffit »<sup>9</sup>.

Ainsi l'image, quelle qu'elle soit, et le témoin, qu'il soit journaliste ou simple quidam, deviennent deux valeurs absolues de l'information en direct : le **refus d'interprétation** équivaut dans ce cas à un **refus du sens**.

### Effets de distorsions

L'exemple de la guerre du Golfe a montré qu'en réalité il n'y avait pas de lien effectif entre la vérité et l'information en direct. Il a révélé qu'au contraire le direct pouvait introduire certaines distorsions dans la perception des événements.

#### *L'effet de loupe*

En tant que seule chaîne « planétaire », CNN possède le pouvoir de placer au centre de l'actualité mondiale à peu près n'importe quel événement, quelle que soit son importance. La guerre du Golfe, qui concernait la majorité des pays occidentaux (enjeux économiques) et tout le monde arabe (enjeux politiques), se présentait comme l'occasion idéale pour CNN de mesurer son impact international. Ayant déployé des moyens considérables pour couvrir cette guerre, CNN allait en outre consacrer les deux tiers de son temps d'émission (soit 16 heures par jour) à « informer » le public. Avec un peu moins d'envergure, les autres chaînes consacreront aussi beaucoup de temps à une diffusion massive de reportages, achetés pour la plupart à CNN à des prix dérisoires. Cette amplification démesurée d'un fait au détriment du reste de l'actualité, ce **déséquilibre** introduit dans la représentation du monde, peuvent être considérés comme une première distorsion.

#### *La dramatisation*

La succession rapide et désorganisée d'informations lapidaires et d'images brutes, qui n'avaient finalement que peu de rapport avec la guerre en elle-même, a créé dès le début du conflit une sorte d'**état d'urgence** : même s'il ne se passait rien d'important, la fureur de connecter, de rester branché à tout prix sur l'événement, induisait une vision nécessairement dramatique des faits : « La guerre devient un immense jeu électronique avec le déferlement d'émissions spéciales, de directs, la dramatisation constante, l'excitation, les jingles agressifs, annonçant "spécial guerre du Golfe"... bref, le pire de l'information spectacle »<sup>10</sup>.

Par ailleurs, CNN est une chaîne commerciale qui doit, pour maintenir son taux d'audience, répondre aux attentes du public; dans le domaine de l'information, ce statut implique un fonctionnement fondé sur la **logique du suspense et du spectacle**. C'est ainsi que les rares images porteuses de violence et de souffrance seront largement

9. Ignacio RAMONET, *L'ère du soupçon*, in *Le Monde diplomatique*, mai 1991.

10. *Le Monde*, 24 janvier 1991.

dramatisées. Par exemple, l'image des pilotes américains faits prisonniers par Saddam Hussein, transmise à de multiples reprises et entourée de nombreux commentaires, entraînera un surcroît d'audience, provoquant émoi et révolte dans la population occidentale. Le but de ces images, mises en scène par la propagande irakienne, était de montrer les effets d'une guerre menée d'abord sur un terrain psychologique et de décourager ainsi l'opinion publique. Le spectacle de ces hommes battus et dénonçant en termes laconiques la politique de leur propre pays rappelait inévitablement au peuple américain les images de la guerre du Viêt-nam, particulièrement celles diffusées par la propagande de Hanoï, qui exhibaient de la même manière des pilotes capturés et humiliés. La guerre, qui était apparue un moment comme une suite incroyable de succès, prenait donc une tournure beaucoup plus dramatique.

Ainsi l'attrait pour l'information événementielle, outre qu'il favorise une perception de détails au détriment d'une vue globale et analytique des faits, a tendance à provoquer l'**émotion** et à ne pas faire appel aux facultés de raisonnement. C'est d'ailleurs pour ne pas ajouter à l'angoisse des parents des deux pilotes britanniques que la BBC, et les autres médias, avaient alors décidé de ne pas filmer leurs familles et de ne pas leur poser de questions.

#### *La rumeur*

L'information allant aussi vite que l'événement, parfois même plus vite, le journaliste ne se trouve plus en mesure d'en vérifier les sources, ni d'opérer les recoupements nécessaires. Dans un contexte de guerre, terrain propice à l'éclosion et à la circulation de rumeurs, n'importe quel « on dit », n'importe quelle « confidence » peut devenir instantanément une information, non confirmée et invérifiable, mais reprise mondialement. Par exemple, dès le début des hostilités, un nombre important de communiqués ont été diffusés, corrigés, démentis puis remplacés par d'autres, de sources plus « fiables ».

CNN, qui canalise toutes les informations en provenance des deux camps, présente au moins l'avantage de bien faire percevoir ces rumeurs comme telles : lorsque les Alliés annoncent la perte de 18 avions et que Bagdad affirme en avoir abattu 160, le téléspectateur, qui reçoit simultanément ces deux informations, se rendra forcément compte qu'il n'est pas en présence de la vérité, mais de deux affirmations contradictoires auxquelles il ne peut accorder foi.

#### **Effets pervers**

##### *La désinformation comme arme stratégique*

Aux yeux des autorités militaires, le direct apparaît donc comme une arme à double tranchant, pouvant à la fois desservir leurs intérêts stratégiques (d'où la censure) et servir la propagande. Elles vont donc se servir des médias, principalement de CNN, pour propager sciemment certaines rumeurs destinées à leurrer l'adversaire.



*Pénibles séquences télévisées montrant des pilotes captifs. in Le Monde, numéro spécial, février 1991.*

Par exemple, au début de l'offensive terrestre, un black-out total est imposé aux médias; des rumeurs de plus en plus fortes font alors état d'un débarquement prochain des forces alliées sur les côtes du Koweït. Ces rumeurs, confirmées par les mouvements des porte-avions américains, sont diffusées dans l'ensemble de la presse écrite et audiovisuelle. Un mini-débarquement, moins spectaculaire que prévu, a effectivement lieu, mais il n'a servi qu'à détourner l'attention des Irakiens : en réalité, l'« événement » se passait à l'opposé, à l'intérieur des terres, le long de la frontière qui sépare l'Arabie Saoudite de l'Irak et du Koweït, où près de 35 000 Marines avaient été discrètement massés. Ce n'est qu'une fois les opérations de « libération » du Koweït terminées que les autorités militaires de la coalition avouèrent avoir utilisé la **désinformation** comme **arme stratégique**.

Notons que les autorités irakiennes ont aussi utilisé abondamment la rumeur, en propageant de fausses nouvelles (par exemple, « les troupes américaines ont affronté les soldats du Bangladesh et du Maroc qui refusaient de prendre part au combat contre l'Irak, affrontements qui auraient fait plusieurs centaines de mort »; « la police saoudienne a assassiné l'imam de la grande mosquée de Riyad parce que, dans l'un de ses sermons, il avait appelé au meurtre de la famille Saoud », etc.). Ces rumeurs, reprises par une partie de la presse arabe, avaient pour but de déstabiliser l'opinion publique des pays arabes et musulmans membres de la coalition. Au contraire de la désinformation occidentale, la désinformation irakienne, bien qu'elle ait été sans doute plus redoutable à l'heure des satellites, a fait cependant peu appel au direct, fonctionnant suivant des circuits plus « traditionnels ».

Toutefois Saddam Hussein profitera largement de CNN pour diffuser une certaine forme de propagande : certaines images, qui l'ont montré à plusieurs reprises acclamé

par la foule dans les rues de Bagdad, avaient pour objectif de prouver à l'Occident que l'Irak n'était en rien affecté par la guerre. Il organisera également des « shows » télévisés destinés à montrer sa prévenance à l'égard des otages et de leurs enfants. Mais cette propagande aura l'effet inverse de celui qu'il souhaitait : son attitude de fausse bienveillance sera interprétée en Occident comme une injure ou comme une provocation.

### *Mise en scène et mise en images*

Face aux impératifs contradictoires de la censure (absence de la guerre) et du direct (omniprésence des médias) se sont développées des pratiques médiatiques inédites qui, toutes, relèvent de la mise en scène.

— En direct, les journalistes « animent » la guerre.

Les journalistes, en poste dans différentes villes d'Arabie Saoudite, d'Israël ou de Jordanie, se trouvaient éloignés du théâtre des opérations.

Interpellés en direct, ils n'avaient bien souvent pas grand-chose à dire. Ils se bornaient alors à décrire, à la manière de simples témoins, l'ambiance du moment et ce qu'il se passait à proximité directe. Lorsque, par « chance », une alerte était déclenchée durant l'interview, l'on assistait à la pose enfiévrée des masques à gaz. Bravant le danger d'une attaque chimique, certains journalistes, exaltés par l'acte « héroïque » qu'ils étaient en train de poser en direct, allèrent même jusqu'à désertier les abris : ils étaient devenus les héros d'une guerre dont on avait, pour un temps, perdu les autres points de repère.

— La reconstitution de la guerre en studio :

En l'absence d'images et d'informations, les militaires ont pris le relais des journalistes. Invités en grand nombre pour animer les flashes et journaux télévisés, ils avaient pour mission d'« éclairer » le spectateur. Anticipant les événements, ils passaient en revue toutes les éventualités, effectuaient certaines prévisions. A l'appui de leurs discours, on a vu apparaître des **maquettes** de plus en plus détaillées, destinées à « concrétiser » les manœuvres que l'on supposait être en cours : chars, avions et même soldats miniatures constitueront le double irréel et aseptisé d'une guerre qui, rappelons-le, a fait entre deux et trois cent mille victimes. Ce mécanisme de substitution d'une « sale » guerre par une autre, propre et illusoire, atteindra son point de perfection avec la production abondante d'**images de synthèse**. Ces images informatiques, artificielles, se caractérisent précisément par une absence totale de référence à la réalité humaine, à la réalité des faits. Abstraite, « pure », l'image de synthèse constitue par excellence l'« image propre » d'une « guerre propre ».

### Conclusion : l'idéologie du direct ou la réduction du paradoxe

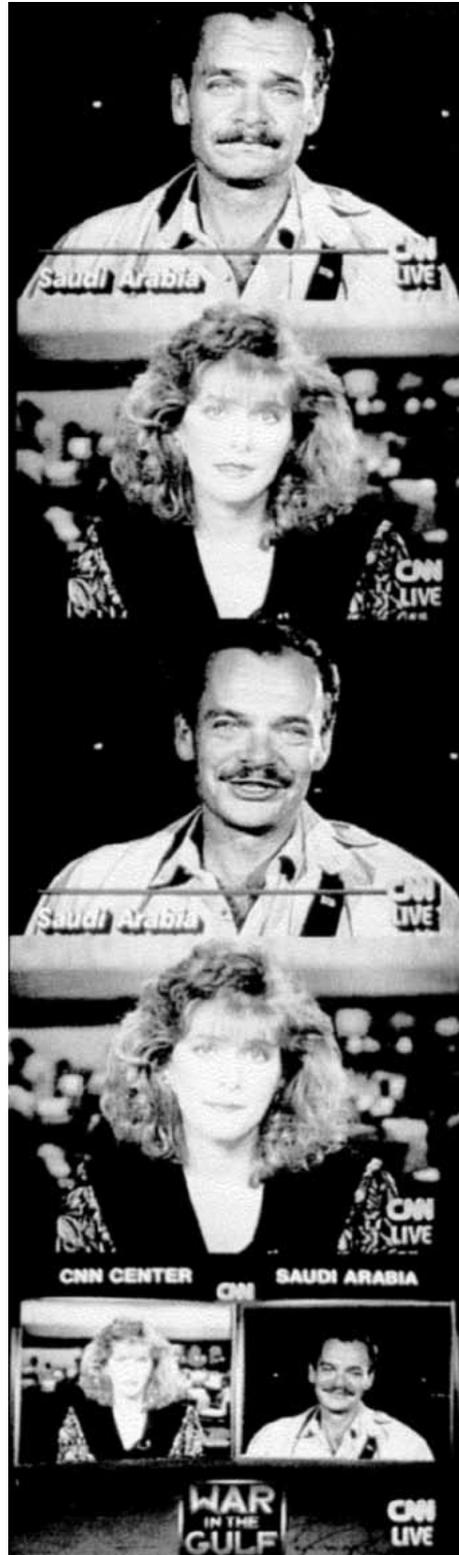
Nous avons souligné au début de ce chapitre que le « tout image » et le « zéro image » résultaient de deux logiques incompatibles qui devraient normalement aboutir à des effets paradoxaux.

Un examen un peu plus approfondi du rôle des médias durant la guerre du Golfe nous permet de voir qu'en réalité, le paradoxe n'est qu'apparent et qu'au contraire, il y a entre ces deux logiques, non pas opposition, mais utilisation de l'une par l'autre à des fins de propagande. Au lieu de constituer un obstacle à la politique du secret menée par les autorités militaires, le « tout image » devient l'outil idéologique principal de l'organisation de la censure, c'est-à-dire du « zéro image ».

Durant le conflit vietnamien, les médias avaient révélé la guerre; durant la guerre du Golfe, ils ont servi à la dissimuler et à la travestir.



*Les masques à gaz sont un des moyens de défense  
tiels dans la guerre, par crainte des armes chim  
Les Britanniques, comme les autres corps d'arm  
présents en Arabie Saoudite, suivent un briefin  
ôter la précieuse protection.  
in La guerre du Golfe, un dossier du Soir, févr  
1991.*



*Séquence 113. Nuit. Plateau de CNN à Dabran. Palmiers, douce brise, atmosphère tropicale. Charles (qui va rendre l'antenne):*  
 « Tout cela commence à être usant. Bien sûr, ce n'est rien comparé au poids qui pèse sur les hommes et les femmes qui sont au front... »

*Cheryl (concernée):* « Vu d'ici, cela semble si dangereux et si sérieux, et pourtant... je sais que malgré tout, là-bas, on s'amuse aussi... En fait la vie continue... »

*Charles :* « C'est vrai, on rigole pas mal ici, mais hélas, je ne peux pas vous répéter les blagues à la télévision. (Il s'arrête un instant, surpris d'avoir été si loin en direct.) Bien sûr, la plupart du temps, nous parlons des opérations... Qui ment, qui dit la vérité, qui fait quoi à qui... Et puis aussi de la famille, des petites amies, cette sorte de choses... Et à côté de ça, il y a les blagues, un humour noir qui va du simplement obscène au carrément obscène, comme toujours quand les journalistes... »

*Cheryl :* « Oh, je vois très bien, Charles. »

*in L'Autre Journal, n°9, février 1991.*

## LES DOSSIERS PÉDAGOGIQUES

édités par Les Grignoux

Pour toute demande:

Les Grignoux,

9 rue Sœurs de Hasque,

B-4000 Liège, Belgique.

© : 32 (0)4 222 27 78

E-mail: [contact@grignoux.be](mailto:contact@grignoux.be)

<http://www.grignoux.be/>

- |   |  |  |                                       |
|---|--|--|---------------------------------------|
| <i>L'Âge de glace</i>                               | de Chris Wedge                                   | <i>Cyrano de Bergerac</i>                                | de Jean-Paul Rappeneau                |
| <i>Amen</i>   | de Constantin Costa-Gavras                       | <i>Daens</i>   | de Stijn Coninx                       |
| <i>Amistad</i>                                      | de Steven Spielberg                              | <i>Danger pleine lune</i>                                | de Bratislav Pojar                    |
| <i>Des animaux fous, fous, fous</i>                 | de Nils Skapans, Janis Cimermanis et Dace Rīdūce | <i>Danny, le champion du monde</i>                       | de Gavin Millar                       |
| <i>Au-delà de Gibraltar</i>                         | de Taylan Barman & Mourad Boucif                 | <i>Danse avec les loups</i>                              | de Kevin Costner                      |
| <i>Au nom du père</i>                               | de Jim Sheridan                                  | <i>Le Destin</i>   | de Youssef Chahine                    |
| <i>Les autres filles</i>                            | de Caroline Vignal                               | <i>Le Dictateur</i>                                      | de Charles Chaplin                    |
| <i>Aux bons soins du docteur Kellogg</i>            | d'Alan Parker                                    | <i>East is East (Fish and Chips)</i>                     | de Damien O'Donnell                   |
| <i>Les Aventures de Tsatsiki</i>                    | d'Emma Lemhagen                                  | <i>El Bola</i>   | d'Achero Mañas                        |
| <i>Babe</i>   | de Chris Noonan                                  | <i>Elephant</i>  | de Gus Van Sant                       |
| <i>Le Ballon d'or</i>                               | de Cheik Doukouré                                | <i>L'Enfant</i>  | de Jean-Pierre et Luc Dardenne        |
| <i>Balzac et la petite tailleuse chinoise</i>       | de Dai Sijie                                     | <i>L'Enfant au grelot</i>                                | de Jacques-Rémy Girerd                |
| <i>Bashu</i>  | de Bahram Beyzaie                                | <i>L'Enfant lion</i>                                     | de Patrick Grandperret                |
| <i>Beaucoup de bruit pour rien</i>                  | de Kenneth Branagh                               | <i>L'Enfant qui voulait être un ours</i>                 | de Jannik Hastrup                     |
| <i>Beaumarchais l'insolent</i>                      | d'Edouard Molinaro                               | <i>L'Enfant sauvage</i>                                  | de François Truffaut                  |
| <i>Billy Elliot</i>                                 | de Stephen Daldry                                | <i>Les Enfants de la pluie</i>                           | de Philippe Leclerc                   |
| <i>Le Bonhomme de neige</i>                         | de Dianne Jackson                                | <i>Erin Brockovich</i>                                   | de Steven Soderbergh                  |
| <i>Le Bossu</i>                                     | de Philippe de Broca                             | <i>L'esquive</i>   | d'Abdellatif Kechiche                 |
| <i>Bowling for Columbine</i>                        | de Michael Moore                                 | <i>Les Étoiles filantes</i>                              | 4 courts métrages d'animation         |
| <i>Boyz'n The Hood</i>                              | de John Singleton                                | <i>Eugenio</i>   | de Jean-Jacques Prunès                |
| <i>Ça commence aujourd'hui</i>                      | de Bertrand Tavernier                            | <i>Les Évadés</i>  | de Frank Darabont                     |
| <i>Carnets de voyage</i>                            | de Walter Salles                                 | <i>Fables d'été, fables d'hiver</i>                      | 4 courts métrages d'animation         |
| <i>Le Cauchemar de Darwin</i>                       | de Hubert Sauper                                 | <i>Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain</i>               | de Jean-Pierre Jeunet                 |
| <i>Le Cercle</i>                                    | de Jafar Panahi                                  | <i>Fahrenheit 9/11</i>                                   | de Michael Moore                      |
| <i>C'est pour la bonne cause</i>                    | de Jacques Fansten                               | <i>La Ferme des animaux</i>                              | de John Halas                         |
| <i>La Championne</i>                                | d'Elisabeta Bostan                               | <i>Le Fils</i>   | de Luc & Jean-Pierre Dardenne         |
| <i>Chaos</i>  | de Coline Serreau                                | <i>La Flèche bleue</i>                                   | d'Enzo d'Alò                          |
| <i>Charley Chase Follies</i>                        | de Leo Mc Carey                                  | <i>La Forêt enchantée</i>                                | d'Angel de la Cruz et Manolo Gomez    |
| <i>Charlie et la chocolaterie</i>                   | de Tim Burton                                    | <i>La Forteresse suspendue</i>                           | de Roger Cantin                       |
| <i>Le Château des singes</i>                        | de Jean-François Laguionie                       | <i>Fucking Amal</i>                                      | de Lukas Moodysson                    |
| <i>Cheb</i>   | de Rachid Bouchareb                              | <i>Gattaca</i>   | d'Andrew Niccol                       |
| <i>Le Chemin de la liberté (Rabbit-Proof Fence)</i> | de Philip Noyce                                  | <i>Genesis</i>   | de Marie Pérennou et Claude Nuridsany |
| <i>Le Cheval venu de la mer</i>                     | de Mike Newell                                   | <i>Get Real</i>  | de Simon Shore                        |
| <i>Chicken Run</i>                                  | de Nick Park & Peter Lord                        | <i>Ghost World</i>                                       | de Terry Zwigoff                      |
| <i>Les Choristes</i>                                | de Christophe Barratier                          | <i>Girlfight</i>   | de Karyn Kusama                       |
| <i>Cœur de dragon</i>                               | de Rob Cohen                                     | <i>La Gloire de mon père &amp; Le Château de ma mère</i> | d'Yves Robert                         |
| <i>The Commitments</i>                              | d'Alan Parker                                    | <i>Gloups! je suis un poisson</i>                        | de Stefan Fjeldmark et Michael Hegner |
| <i>Contre l'oubli</i>                               | d'Amnesty International                          | <i>Le Gone du Chaâba</i>                                 | de Christophe Ruggia                  |
| <i>Les Convoyeurs attendent</i>                     | de Benoît Mariage                                | <i>Good By Lenin!</i>                                    | de Wolfgang Becker                    |
| <i>Le Couperet</i>                                  | de Constantin Costa-Gavras                       | <i>Good Will Hunting</i>                                 | de Gus Van Sant                       |
|   |  | <i>Gosbu, le violoncelliste</i>                          | de Takahata Isao                      |
|   |  | <i>Gourime et la queue de renard</i>                     | de Nille Tystad                       |
|   |  | <i>La Haine</i>  | et John Jacobsen                      |
|   |  | <i>Henry V</i>   | de Mathieu Kassovitz                  |
|   |  | <i>Himalaya</i>  | de Kenneth Branagh                    |
|   |  | <i>L'Histoire du chameau qui pleure</i>                  | d'Eric Valli                          |
|   |  | <i>Hop</i>   | de Byambasuren Davaa et Luigi Farloni |
|   |  | <i>Hors la vie</i>                                       | de Dominique Standaert                |
|   |  | <i>Hôtel Rwanda</i>                                      | de Maroun Bagdadi                     |
|   |  | <i>Le Huitième Jour</i>                                  | de Terry George                       |
|   |  |  | de Jaco Van Dormael                   |

- Il Postino* de Michael Radford  
*Iedereen Beroemd!* de Dominique Deruddere  
*L'Île de Black Mór* de Jean-François Laguionie  
*Imûbar* de Jacques Dubuisson  
*Jeanne la Pucelle* de Jacques Rivette  
*La Jeune Fille à la perle* de Peter Webber  
*Joue-la comme Beckham* de Gurinder Chadha  
*Le Journal d'Anne Frank* de Nagaoka Akiyoshi & Julian Y. Wolff  
*Joyeux Noël* de Christian Carion  
*The Kid & Les Temps modernes* de Charles Chaplin  
*Kirikou et la sorcière* de Michel Ocelot  
*Kirikou et les bêtes sauvages* de Michel Ocelot  
*Lilya 4-Ever* de Lukas Moodysson  
*Linnea dans le jardin de Monet* de Christina Bjork & Lena Anderson  
*La Liste de Schindler* de Steven Spielberg  
*Little Nemo* de M. Hata & W.T. Hurtz  
*Looking for Richard* d'Al Pacino  
*Loulou et autres loups...* 5 films écrits par Jean-Luc Fromental & Grégoire Solotareff  
*Lumumba* de Raoul Peck  
*Machuca* d'Andrés Wood  
*The Magdalene Sisters* de Peter Mullan  
*Le Maître des éléphants* de Patrick Grandperret  
*Maria pleine de grâce* de Joshua Marston  
*Marion* de Manuel Poirier  
*Matilda* de Danny DeVito  
*La Mauvaise Éducation* de Pedro Almodóvar  
*Ma vie en rose* d'Alain Berliner  
*Le Mécano de la « General »* de Buster Keaton  
*Michael Collins* de Neil Jordan  
*Microcosmos* de Claude Nuridsany & Marie Pérennou  
*Million Dollar Baby* de Clint Eastwood  
*Mondo* de Tony Gatlif  
*Mon Oncle* de Jacques Tati  
*Monsieur Batignole* de Gérard Jugnot  
*La Mouette et le Chat* d'Enzo d'Alò  
*Munk, Lemmy et Cie* de Nils Skapáns & Jánis Cimermanis  
*Le Mystère de la chambre jaune* de Bruno Podalydès  
*Le Mystère des fées* de Charles Sturridge  
*La mystérieuse mademoiselle C* de Richard Ciupka  
*Newcastle Boys* de Mark Herman  
*Nobody Knows* de Kore-Eda Hirokazu  
*No Man's Land* de Danis Tanovic  
*La Nuit des Rois* de Trevor Nunn  
*Les Nuits fauves* de Cyril Collard  
*Oliver Twist* de Roman Polanski  
*Osama* de Siddiq Barmak  
*Osmosis Jones* de Peter & Bob Farrelly  
*Othello* d'Orson Welles  
*Les Palmes de M. Schutz* de Claude Pinoteau  
*Pas d'histoires!* 12 regards sur le racisme au quotidien  
*Le Petit Grille-Pain courageux* de Jerry Rees  
*Le Petit Monde des Borrowers* de Peter Hewitt
- Petit Potam* de Bernard Deyriès & Christian Choquet  
*La Petite Taupe* de Zdenek Miller  
*Le Pianiste* de Roman Polanski  
*Pinocchio et l'Empereur de la Nuit* de Hal Sutherland  
*Pollux et le manège enchanté* de Dave Borthwick, Jean Duval et Frank Passingham  
*Princes et Princesses* de Michel Ocelot  
*La Promesse* de Luc & Jean-Pierre Dardenne  
*Prop et Berta* de Per Fly & Janis Cimermanis  
*La Prophétie des grenouilles* de Jacques-Rémy Girerd  
*Les Puissants (The Mighty)* de Peter Chelsom  
*Raining Stones* de Ken Loach  
*Ressources humaines* de Laurent Cantet  
*Révélation* de Michael Mann  
*Le Roi et l'Oiseau* de Paul Grimault  
*Roméo et Juliette* de Baz Luhrmann  
*Rosetta* de Luc & Jean-Pierre Dardenne  
*Le Royaume des chats* de Hiroyuki Morita  
*Salut cousin!* de Merzak Allouache  
*Shakespeare in Love* de John Madden  
*Shrek* d'Andrew Adamson & Vicky Jensen  
*Sindbad* de Karel Zeman  
*Sleepy Hollow* de Tim Burton  
*Smoke* de Wayne Wang & Paul Auster  
*Stupeur et tremblements* d'Alain Corneau  
*Super Size Me* de Morgan Spurlock  
*Sweet Sixteen* de Ken Loach  
*Toto le Héros* de Jaco Van Dormael  
*Traffic* de Steven Soderbergh  
*The Truman Show* de Peter Weir  
*TwentyFourSeven* de Shane Meadows  
*La Vie est belle* de Roberto Benigni  
*Viens danser... sur la lune* de Kit Hood  
*Vincent et moi* de Michael Rubbo  
*Les Virtuoses* de Mark Herman  
*Vivre au paradis* de Bourlem Guerdjou  
*Voyage à Mélonia* de Per Ahlin  
*Les Voyages de Gulliver* de Dave Fleischer  
*Voyage vers l'espoir* de Xavier Koller
- L'Art de l'animation* par Philippe Moins  
 Simonon au cinéma : de Patrice Leconte  
 à propos de *Monsieur Hire* le cinéma d'animation  
*Image par Image* un dossier thématique  
*La mer*  
*L'animal et le règne humain* une approche pédagogique  
 sur six films récents  
*Comprendre le sens d'un film*  
*Les Jeunes à l'ombre des familles* sur six films récents  
*Enfants d'ailleurs* sur quatre films d'Asie et d'Afrique